

LA RÉVOLUTION RUSSE ET LE DESTIN DE L'OPPOSITION

JEAN-MARTIN RABOT*

RESUMO:

Neste artigo, procuraremos analisar os mecanismos que conduziram à aniquilação da oposição no seio da revolução russa. Mostraremos que estes mecanismos se fundamentam em três princípios: uma dogmatização da teoria marxista; um esquema de identificação no processo de representação; uma estigmatização e uma criminalização do inimigo.

La connaissance des mécanismes politiques, du fonctionnement institutionnel, ont certes été d'un apport capital quant au développement des sciences politiques et juridiques. Une étude sur le phénomène oppositionnel relève toutefois plus de l'anthropologie politique, donc d'une philosophie politique, que du domaine des sciences politiques. Dans une telle perspective, la relation de l'ami et de l'ennemi, mise en lumière par C. Schmitt et J. Freund, s'avère capitale. Si toute l'histoire économique, culturelle, religieuse ou artistique est traversée de part en part de schismes, sectarismes, conflits, si le phénomène oppositionnel existe ou a existé

Separata dos
CADERNOS DO NOROESTE
Série Sociologia

Volume 13 - Nº 2
2000

* Instituto de Ciências Sociais da Universidade do Minho.

dans toutes les activités (les iconoclastes en matière artistique, les hérétiques dans le domaine religieux), seule l'activité politique peut ritualiser ou, au contraire, exacerber ces conflits. En étudiant la révolution russe, principalement dans sa période léniniste et stalinienne, nous essayerons de montrer en vertu de quoi la pensée révolutionnaire accentue la relation ami-ennemi, politise les activités, y compris celle de l'économique, et pourquoi elle fait fi de toute opposition ou idée divergente. Nous chercherons à montrer que l'éviction de toute opposition, dès les premiers instants de la révolution, provient précisément d'une théorie (le marxisme) érigée en dogme, d'un modèle de représentation institué en «schéma d'identification» (Maffesoli, 1979a: 125), constituant la justification éthique ou la raison d'être d'un parti unique qui perçoit dans tout opposant un ennemi, et dans tout ennemi un criminel.

Une telle approche interpelle l'existence d'une éventuelle continuité, pour ne pas dire d'une logique, sous-tendant la pensée ou l'action révolutionnaire, ou ce que K. Korsch nommait le «marxisme-léninisme-stalinisme» (1975: 136). Néanmoins, presque à l'unisson, les exégètes du marxisme ont mis en exergue ce qui séparait le marxisme de Marx et d'Engels de la récupération théorique et pratique qui en a été faite par Lénine et Staline. Le socialisme scientifique qui, comme l'a montré K. Kautsky, résulte d'une fusion entre la pensée économique anglaise, studieuse des lois économiques, la pensée philosophique allemande, apte à définir un cadre d'interprétation pour le futur et la pensée pragmatique française, consciente de la nécessité du rattachement de la puissance populaire au pouvoir politique (1977: 21), ne pouvait déboucher que sur le refus de l'esprit de système et le principe de la discussion ouverte. Sans verser dans les détails et mis à part la transformation révolutionnaire de la société par la violence, Marx a retenu, à la fin de sa vie, plusieurs autres possibilités d'évolution vers le socialisme: un passage pacifique pour les pays les plus développés, tels que l'Angleterre ou l'Amérique du Nord, comme nous le rappelle K. Kautsky (1972: 181); une transition originale et directe au socialisme en Russie qui s'appuierait sur l'existence d'une propriété collective pré-capitaliste et sur l'absence d'une propriété privée et concentrée, propre au capitalisme. Ainsi, Marx note-t-il que la commune russe «peut devenir un point de départ direct du système économique auquel tend la société moderne; elle peut faire peau neuve sans commencer par se suicider; elle peut s'emparer des fruits dont la production capitaliste a enrichi l'humanité sans passer par le régime capitaliste, régime qui, considéré exclusivement du point de vue de sa durée possible, compte à

peine dans la vie de la société.» (1968: 1565)¹. La pensée de Marx n'est donc pas linéaire ni monopolisable par une tendance politique spécifique. On pourrait également s'étendre sur la conception marxiste de la dictature du prolétariat ou sur sa conception de l'organisation sur lesquelles nous reviendrons plus tard, et qui ont été complètement déformées par les thèses soutenues par Lénine et par Staline.

La rupture entre Lénine et Staline est de loin moins évidente que celle de ces derniers avec Marx. Si de nombreux auteurs ne voient dans le stalinisme qu'un accident historique², ou une personnification provisoire et abusive du pouvoir (Cf. Deutscher), d'autres tels J. Elleinstein³ ou B. Souvarine affirment que Staline, n'a en fait qu'hérité des méthodes de Lénine. «Entre 1917 et 1920, Lénine avait préconisé successivement la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, puis la dictature du prolétariat et des paysans pauvres, puis la dictature du prolétariat. Après Octobre, il n'hésite pas à proclamer: "Oui, dictature d'un seul parti, et nous ne céderons pas là dessus". Il en vient à la dictature du parti communiste, seul qualifié à ses yeux pour interpréter les intérêts de la révolution, et enfin à la dictature du Comité central, de son Politbureau, d'une "oligarchie". Telle fut l'école politique de Staline». (Souvarine, 1977: 233-234)⁴. Plus récemment, *Le livre noir du communisme* a appréhendé le

¹ Selon Marx, la commune est contemporaine de l'ère capitaliste dont elle peut s'emparer des fruits, mais en plus elle a réussi à survivre à cette ère, ce qui peut laisser présager «un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type "archaïque" de la propriété et de la production collectives». (1968: 1568). Marx rajoute en note qu'«il ne faut pas trop se laisser effrayer par le mot "archaïque"» et que «la vitalité des communautés primitives était incomparablement plus grande que celle des sociétés sémites, grecques, romaines, etc., et, à fortiori, que celle des sociétés modernes capitalistes». (1968: 1568).

² C'est le cas de R. Medvedev, pour lequel le système politico-social issu de la révolution d'Octobre aurait pu aboutir à autre chose que le stalinisme. «Je pars du postulat qu'il y a différentes possibilités de développement dans presque tous les systèmes et toutes les structures politiques. Le triomphe de l'une de ces possibilités ne dépend pas uniquement de facteurs ou de conditions objectifs, mais aussi de nombreux éléments subjectifs, et certains de ces facteurs sont purement accidentels». (1972: 409).

³ «Le phénomène stalinien n'apparaît pas avec Staline et ne disparaît pas avec lui. Il ne se limite pas à l'Union Soviétique, mais celle-ci en constitue l'épicentre. Il concerne tous les États socialistes nés aux lendemains de la seconde guerre mondiale et tous les partis communistes.» (1975: 7).

⁴ La conception du révolutionnarisme professionnel et celle de l'édification d'un parti monolithique constituent un lien entre Lénine et de Staline. Souvarine a cependant su souligner les différences entre les deux ténors du socialisme soviétique. Une différence de fond tout d'abord, si l'on se réfère à l'internationalisme de Lénine et au nationalisme strict

communisme, dans ses différentes variantes, en termes de crime et mis en exergue la responsabilité directe de Lénine dans la mise en place de l'univers concentrationnaire, des déportations et des massacres à l'encontre de classes et de peuples entiers. La généralisation du crime n'est donc que la contrepartie de la représentation d'une société sans fractures et de l'instauration correspondante d'un État tout puissant détruisant la société civile, de la mainmise du Parti sur l'État, puis d'un égocrate sur le Parti. Ces éléments constitutifs de la révolution, dès son origine, autorisent la mise en valeur d'un lien direct entre les pratiques politiques de Lénine et de Staline. «Finalement *Le livre noir* a fait une victime: le mythe léniniste: c'est Lénine qui conduisit volontairement l'entreprise de guerre civile, appela à l'extermination des ennemis de la révolution, aux meurtres d'otages, à l'ouverture des camps. Nombre de reproches adressés à Staline sont injustifiés si l'on approuve Lénine: les défauts de Staline étaient les qualités nécessaires d'un dirigeant bolchevique. Lénine est bien le père de Staline.» (Rigoulot, Yannakakis, 1998: 221). Les affinités décelables chez Marx, Lénine et Staline, au niveau des idées, ou dans leur conception de l'action et de l'organisation ne sauraient nous conduire à l'établissement d'une chaîne causale remontant à la recherche d'un coupable. Ce serait se fourvoyer que de chuter dans une nouvelle philosophie de l'histoire à rebrousse-poil. Pas plus que le Christ ne peut être tenu responsable des méfaits de l'Inquisition, Marx n'est pas l'instigateur du Goulag. Nous ne pouvons qu'acquiescer à la remarque de P. Fougeyrollas: «Rien n'est pire que cette "philosophie de l'histoire" passablement à la mode de nos jours, qui confère rétrospectivement au cours des événements le caractère d'une soi-disant nécessité et qui fait remonter la "fatalité" du Goulag à Lénine et à Marx quand ce n'est pas à Voltaire et à Rousseau.» (1980: 174).

1. De la théorie au dogme

L'idée même d'une révolution stipule celle d'une théorie qui la précède et la devance. Mais il ne s'agit nullement d'une théorie critique respectant la contingence des événements et la part de mystère qui enveloppe les

de Staline (Cf., 1977: 338). Une différence quant à la forme, puisque Lénine n'a jamais procédé à une dékoulakisation massive (Cf., 1977: 418) ou à la déchristianisation par décret (Cf., 1977: 423-424).

hommes et les interactions sociales, d'une théorie se soumettant aux procédures de démonstration et de vérification communément admises par la science. Il s'agit plutôt de la théorie acritique qui fonde tous ses espoirs sur la possibilité d'un changement radical dicté par des lois mécaniques de la science économique et un déterminisme sans faille. Et c'est bien l'existence d'une théorie qui vise à se soumettre les faits qui démarque radicalement les révoltes, dans ce qu'elles ont d'opaque et de puissance destructive spontanée, du calcul de ces «hommes politiques lucides, plein de sang-froid et de sens pratique» dont Lénine faisait l'éloge (1966: 145) et qui incarnaient pour lui la révolution avec sa stratégie et ses tactiques. «Le mouvement de révolte, à l'origine, tourne court. Il n'est qu'un témoignage sans cohérence: la révolution commence au contraire à partir de l'idée. Précisément, elle est l'insertion de l'idée dans l'expérience historique quand la révolte est seulement le mouvement qui mène de l'expérience individuelle à l'idée. Alors que l'histoire, même collective, d'un mouvement de révolte, est toujours celle d'un engagement sans issue dans les faits, d'une protestation obscure qui n'engage ni systèmes ni raisons, une révolution est une tentative pour modeler l'acte sur l'idée, pour façonner le monde dans un cadre théorique. C'est pourquoi la révolte tue des hommes alors que la révolution détruit à la fois des hommes et des principes.» (Camus, 1973: 134). La révolte est une aporie du point de vue pratique, puisque son échec mène irrémédiablement à la reproduction de l'existant. Elle a cependant le mérite de mettre en équation l'éventualité d'une alternative à la société et à ses injustices en dehors du cadre étriqué de la théorie révolutionnaire, de mettre en doute la question de la possibilité d'une rationalisation totale de l'action humaine et de montrer que l'homme n'obéit pas docilement aux injonctions économiques, eussent-elles un fondement scientifique, de sorte que celles-ci «ne constituent pas non plus les motivations les plus spécifiques, de l'âme humaine, surtout dans les périodes où domine l'émotion religieuse». (Bloch, 1964: 72).

Faut-il rappeler aussi que la révolte est exempte de l'exigence de totalité que l'on rencontre dans les révolutions. Lukacs s'est évertué à recouvrer le sens de la totalité au moyen de la révolution. En effet, selon lui, la totalité s'est vue décomposée par le processus de réification et de rationalisation qui exprime la dissolution des ensembles en ses éléments⁵

⁵ «La vraie structure de la société apparaît bien plutôt dans les ensembles partiels, indépendants, rationalisés, formels, de lois, qui ne tiennent nécessairement entre eux que formellement (c'est-à-dire que leurs interdépendances formelles peuvent être systématisées

et dissimulée par la forme marchande qui a pris un caractère d'universalité avec le principe de l'interchangeabilité des produits sous le signe de l'équivalence généralisée. Pour saisir le mouvement réel de la totalité de la vie économique, Lukacs en appelle au marxisme et le transpose aux questions d'organisation. Aussi souligne-t-il l'insuffisance des théories qui ne se transforment pas en questions d'organisation mais aussi des méthodes spontanéistes inspirées par R. Luxembourg qui masquent le rapport avec la totalité, et préconise-t-il «une subordination consciente à cette volonté d'ensemble» (Lukacs, 1976: 356) qu'incarne le Parti. Qu'est-ce à dire si ce n'est que Lukacs cherche à relier la politique à son substrat, la participation pleine et consciente du citoyen qui implique «l'absorption inconditionnelle de l'ensemble de la personnalité de chaque membre dans la praxis du mouvement». (1976: 360). L'autonomie de l'organisation ne constitue nullement une séparation avec les masses prolétariennes et les différentes couches qui la composent puisqu'elle repose en dernière analyse «sur l'hétérogénéité de la classe au point de vue de la conscience». (Lukacs, 1976: 367). L'organisation unitaire du parti est donc mieux à même d'envisager la mission historique de la classe ouvrière dans sa totalité, à lui prodiguer cette conscience unitaire qui lui manque. On ne peut donc déceler dans les questions d'organisation et de tactique qu'une volonté de promouvoir la développement unitaire de la conscience de classe. En théorie, le marxisme de Lukacs nie donc toute conception blanquiste de la révolution, soit le travail de minorités agissantes en quête de pouvoir. En pratique, il justifie quand même une séparation entre l'organisation et les masses, d'autant plus que la soit-disant hétérogénéité de ces dernières peut ne pas résulter uniquement d'une question de différenciation dans la conscience. Elle peut très bien découler de la manifestation de stratifications économiques divergentes empêchant toute conscience commune ou encore être l'expression d'une certaine opacité de la nature humaine ne se laissant pas réduire à l'état de produit historique. S'il en est ainsi, la notion de conscience de classe sert avant tout de justificatif à la prédominance d'une avant-garde composée d'intellectuels et n'entretenant avec la classe ouvrière justement qu'un rapport de

formellement), et ne donnent entre eux, matériellement et concrètement, que des interdépendances contingentes.» (Lukacs, 1976: 128). Rappelons que la somme des rationalités partielles n'est qu'une caricature imparfaite et aléatoire de la totalité et que Lukacs dénie aux rationalismes partiels, aussi bien aux lois qu'aux sciences particulières, la possibilité de la saisir.

conscience⁶. Dénonçant comme à l'accoutumé la confusion des genres qui a envahi l'esprit philosophique depuis trois siècles et qui continue à lui présider, J. Freund note que «l'on a inventé par exemple l'expression de "travailleur intellectuel" pour essayer de donner une consistance trompeuse à la notion de lutte des classes, afin de permettre à un intellectuel de devenir un prolétaire en vertu de la conscience de classe.» (1990: 7) Dans ce contexte, on comprendra vite que le rapport à la totalité devienne totalisant. Comme l'a constaté N. Berdiaev, ce n'est que par référence à la totalité historique et à son universalité que l'homme moderne, dans son moindre mouvement, pourra s'engager sur la voie de la révolution. Mais cette vision est réductionniste, car elle prétend sceller de manière définitive le destin de l'homme en le réduisant à son historicité. De plus, elle n'est pas exempte d'un certain dogmatisme: «Le *totalisme* – c'est le principe fondamental de l'attitude révolutionnaire par rapport à la vie. Le marxisme critique pouvait posséder le même idéal que le marxisme révolutionnaire qui s'intitulait orthodoxe – mais il reconnaissait des sphères séparées, indépendantes, il professait moins d'intransigeance –, admettant par exemple, qu'on fût marxiste dans la sphère sociale sans être un matérialiste, en demeurant quand même un idéaliste.» (Berdiaev, 1951: 142-143).

L'opposition entre la révolte et la révolution est donc instructive à plus d'un titre. La première induit l'idée d'une nature commune à tous les hommes, que celle-ci est irréductible, puisqu'elle est faite de sentiments et de passions qui peuvent se laisser aller jusqu'à la frénésie ou au fanatisme, mais ce sont en tout cas elles qui régulent nos vies. C'est par contagion et dans le sens d'une violence non finalisée que la révolte se propage et qu'elle met en lumière les affinités qui rapprochent momentanément les hommes. La révolte se renie elle-même à vouloir se pérenniser dans l'instant, mais le fait qu'elle s'épuise dans l'acte la sauve de toute récupération historique, de toute tentation ou absorption totalitaire. Si l'on veut se référer aux catégories de M. Maffesoli, on dira que la révolte est de l'ordre du tragique, une sortie sans issue, un éternel recommencement. La révolution serait de l'ordre du drame, puisqu'elle s'inscrit dans la linéa-

⁶ C'est au nom de la différenciation inévitable de la conscience de classe que N. Boukharine et E. Preobrajensky justifient la nécessité de l'avant-garde révolutionnaire et celle de la direction du parti par une minorité. «Jamais et nulle part, aucun parti n'a groupé dans ses rangs tous les membres de sa classe: nulle classe n'a encore atteint ce degré de conscience. Ordinairement, dans un parti entrent les membres les plus avancés de la classe, les plus conscients de leurs intérêts et les plus tenaces dans la lutte.» (1963: 101).

rité d'une histoire que la science marxiste a écrite d'avance et qu'elle ne s'embarrasse point de la pesanteur de la nature humaine, de ce que J. Freund appelait «l'humeur et ses turbulences», E. Morin la «complexité» ou N. Berdiaev le «mystère». Oublieuse de ses origines religieuses, à ceci près que la marche de l'histoire est également déterminée par des motivations religieuses, fussent-elles sécularisées, la révolution se réclame d'une rationalité supérieure. «La haine du mystère, la lutte contre le mystère, voilà le pathos moteur du marxisme. Pour le marxisme le mystère n'est que le résultat de l'anarchie dans la production, il est déterminé par une contingence. (...) Eh bien, il faut le proclamer: le marxiste-léniniste, lui, ne se place jamais en face de Dieu et du mystère de l'être, il se place toujours en face des autres et de la société, voire en face du Comité Central du Parti communiste. Et c'est pourquoi il ne connaît pas de révélations, il ne possède pas d'intuitions. Sa conscience et son cœur sont exclusivement définis par l'être social, c'est-à-dire par d'autres hommes. Sa spéculation philosophique ignore l'irrationnel, elle est dans l'impossibilité même de poser le problème de l'irrationnel.» (Berdiaeff, 1936: 118 et 120). Par un curieux volte-face qui n'est pas sans rappeler la fructueuse notion du paradoxe des conséquences, la révolution russe n'est pas exempte de motifs religieux comme l'ont montré Berdiaev ou J. Monnerot. Le communisme, à l'instar du positivisme comtien, aboutit à une sociolâtrie, dans la mesure où l'humanité autorédemptrice célèbre la communion d'une communauté reconstruite mécaniquement et artificiellement, et modelée par l'histoire. Il contient la promesse d'un salut, admet l'idée d'une vérité intangible, comporte ses saints et ses livres saints, se dote de dogmes et de cultes, fonctionne sur la base de la dichotomie entre l'orthodoxie et l'hérésie, ingrédients qui ressortissent plus à la sphère religieuse qu'à la sphère proprement politique. Peut-être est-ce cet enchevêtrement entre le politique et le religieux, entre l'histoire et la science qui permet de comprendre la dogmatisation de toute théorie ou pensée révolutionnaire.

Nous savons que Marx a voulu soumettre l'histoire à une condition universelle, celle du prolétariat, qui légitimerait a priori toute action. Selon la théorie marxiste, cette classe qui a pour vocation de s'universaliser, sera en mesure de réconcilier l'homme avec la nature, c'est-à-dire l'homme avec lui-même, vu que le prolétariat est la seule classe susceptible de réaliser l'humanité qui est en l'homme. Cette théorie qui a été vulgarisée et dogmatisée par les révolutionnaires soviétiques comporte le double avantage de n'être point critiquable ou réfutable, puisque s'attaquer à la classe prolétaire ou l'exploiter reviendrait à en faire de même avec l'hu-

manité, et de pouvoir justifier la violence au nom d'une théorie sur le prolétariat: «La théorie du prolétariat n'est pas dans le marxisme une annexe ou un appendice. C'est vraiment le centre de la doctrine, car c'est dans l'existence prolétarienne que les conceptions abstraites deviennent vie, que la vie se fait conscience. (...) C'est la théorie du prolétariat qui distingue absolument une politique marxiste de toute autre politique autoritaire et rend superficielles les analogies formelles que l'on a souvent signalées entre elles.» (Merleau-Ponty, 1980: 217-218).

C'est donc au nom d'une science qui se veut universelle et absolue, fondée sur le matérialisme et la dialectique, que l'on a justifié la dernière violence qui devait mettre fin à toute violence, l'action de la dernière classe qui se devait d'abolir toutes les classes. La philosophie marxiste, parce qu'elle a voulu s'ériger en science achevée, préfigure certainement l'intolérance dans les idées et peut être plus encore les méthodes extrémistes employées par les épigones marxistes. «Dans les ambitions d'un communisme, prétendant s'ériger en science suprême, (voire en connaissance unique et absolue, basées sur le matérialisme et la dialectique) étaient enclos les germes spirituels de son despotisme.» (Djillas, 1957: 152). Avec la révolution russe, l'action révolutionnaire était mise au service de la théorie révolutionnaire, la force devenait l'apanage de la vérité, la grandeur des fins justifiait celle des moyens⁷. La politique ne résidait plus tant dans l'application de lois, dans le maintien de la concorde intérieure et de la sécurité extérieure, que dans la réalisation d'une loi universelle: celle de l'histoire. Ainsi, la théorie marxiste est en même temps une pensée sur l'origine et la fin de l'histoire. Marx explique l'origine de l'aliénation, du politique, de l'exploitation en fonction d'une fin ultime qui est la société sans contradictions. Au nom d'une théorie scientifique (le socia-

⁷ La science sous un régime communiste n'est plus du ressort des scientifiques qui construisent des hypothèses pour les confronter aux faits en se dotant de moyens de démonstration et de vérification, mais devient l'exclusivité d'un pouvoir qu'elle conforte dans ses actions. La science contient les germes du despotisme lorsqu'elle est subjuguée par un Parti-État qui se l'approprie pour en faire l'instance unique de connaissance et un mode de confirmation de la praxis, c'est-à-dire de la justesse d'une politique déterminée. «Sous Staline, le parti décide même des grandes options scientifiques, de sorte désormais que le pouvoir prétend, non plus seulement décider, mais, même dans ce domaine, être la seule instance de savoir. Dès lors, mettre en cause ses décisions n'est plus faire acte d'opposition mais s'opposer à la science: une folie. Celui qui conteste n'est plus un opposant mais un malade, un anormal – une pratique que Michel Foucault a dénommé le "racisme socialiste".» (Ferro: «Nazisme et communisme: les limites d'une comparaison», in Ferro *et al.*, 1999, 11-42: 30 pour la citation).

lisme scientifique), on a substitué une philosophie de l'histoire à l'histoire empirique. C'est peut-être ce qui lui confère autant de force, puisque les questions relatives à la finalité échappent à toute critique. L'idéal du communisme se veut en effet supérieur: se distinguant par un message universaliste, il se propose de délivrer l'homme de ses souffrances, des injustices qu'il a subies au cours de l'histoire. En fait, il est non seulement curieux de constater que les communistes réduisent la morale à la générosité des fins ou à la bonté des intentions comme chez Kant, mais, qu'en tant qu'héritiers du matérialisme, ils justifient leur action, c'est-à-dire la violence révolutionnaire, par le recours à une morale. De nombreux auteurs se sont laissés bernier par cette mystification qui, à proprement parler, n'a rien de marxiste. R. Aron a certainement été l'un des premiers auteurs à remarquer et à partager avec eux la relative indulgence des intellectuels à l'égard du communisme, et leur absolue condamnation du nazisme, phénomène qu'il explique par la générosité des intentions. La dissimilitude entre les deux systèmes s'explique par «l'idée qui anime l'une et l'autre entreprise; dans un cas l'aboutissement est le camp de travail, dans l'autre la chambre à gaz. Dans un cas est à l'œuvre une volonté de construire un régime nouveau et peut-être un autre homme, par n'importe quels moyens; dans l'autre cas une volonté proprement démoniaque de destruction d'une pseudo-race.» (Aron, 1965: 302). Depuis lors, de nombreuses réflexions ont fait florès pour expliquer l'amnésie du communisme et l'hypermnésie du nazisme⁸.

⁸ En fait, la comparaison entre le fascisme et le communisme a fait sa route. Déjà avant la guerre Élie Halévy, qui avait reçu le soutien de M. Mauss, avait mis en parallèle les deux systèmes dans son ouvrage *L'ère des tyrannies*, publié en 1938. Puis ce fut le tour de Monnerot en 1949, de Arendt en 1951 et plus récemment de Furet, de Courtois, de Besançon, de Rigoulot, etc. Tout en les nuancant, A. Besançon et F. Furet ont apporté des réflexions allant dans le même sens, mais dans un esprit différent de celui d'Aron: «Le nazisme s'étant donné comme l'ennemi de la démocratie – alors que le communisme s'est présenté comme son accomplissement –, il est le pôle négatif par rapport auquel se détermine le mouvement démocratique qui se continue de façon accélérée et universelle depuis 1945.» (Besançon, 1998: 124). «L'avantage intellectuel du discours léniniste sur le discours fasciste est ainsi de retrouver, au-delà de la critique de la démocratie bourgeoise, le socle de la philosophie libérale: s'il a fallu renverser les régimes qui se réclamaient d'elle pour accomplir ses promesses, il reste que l'autonomie de l'individu est à l'horizon du communisme comme il était au centre du libéralisme. Grand avantage, en effet, parce qu'il permet au militant communiste de situer son action dans la suite de l'histoire, et de se penser lui-même comme un héritier et un continuateur du progrès, alors que le militant fasciste doit au contraire imaginer son rôle comme destiné à briser l'enchaînement fatal du cours de l'histoire moderne vers la démocratie.» (Furet, 1995: 40). On pourra se rapporter encore à la thèse centrale de

La science incorpore également l'idéal en son sein mais dans un sens totalement opposé à celui des philosophies de l'histoire. Si l'analyse scientifique est constamment redevable aux reconstructions idéales, dont le type-idéal wébérien ou le formisme simmélien nous fournissent un exemple, il est clair que celles-ci ne se laissent jamais assimiler à la réalité concrète. Le hiatus irrémédiable existant entre ce type de construction et la réalité est plutôt un signe qui atteste de leur scientificité. L'idéologie marxiste n'est pas aussi précautionneuse puisqu'elle exige une correspondance absolue entre la philosophie de l'histoire et l'histoire empirique, la science et le monde phénoménal. C'est à juste titre que J. Monnerot se méfiait des métaphysiciens et des théoriciens qui ne voyaient dans un phénomène historique quelconque qu'un signe attestant la validité d'une doctrine, qu'un attribut d'une entité originelle, le communisme. C'est le cas de l'histoire des pays satellites de l'Union Soviétique, de la Chine et des pays décolonisés: «Ainsi l'histoire contemporaine de la Chine devient un épisode de l'histoire du communisme». (Monnerot, 1969: 179). Le

Furet: «Après avoir reçu une bonne part de ce qu'il conserve d'éclat de la crise du capitalisme, le communisme stalinien va trouver un nouvel espace politique dans l'antifascisme.» (1995: 249). Besançon et Furet n'ont pas pris pour argent comptant les promesses du communisme et le dénoncent au même titre que le nazisme. L'historien E. Nolte est celui qui a osé aller le plus loin dans la dénonciation de la mystification communiste de son rattachement à la mouvance démocratique: «Je partage également votre explication du privilège dont jouit, dans l'opinion publique, le communisme par rapport à son adversaire le plus acharné, mais je voudrais soulever, à ce propos, une question: ne devrait-on pas juger plus sévèrement un mouvement dont les intentions peuvent être qualifiées de "douces" et qui, en réalité, partout où il s'est imposé par la violence, a provoqué un nombre gigantesque de victimes, plus sévèrement donc qu'un parti dont les intentions d'emblée sont à qualifier de mauvaises?» (Lettre de Nolte à Furet du 11 décembre 1996, in Furet, Nolte, 1998: 116). Notons également que la comparaison entre le fascisme et le communisme ne fait plus aujourd'hui l'objet d'un tabou: «En raison de l'effondrement anarchique, de la disparition totale de l'État, un groupe d'hommes armés, animés par une foi commune, a décrété qu'il était l'État. Le soviétisme, sous cette forme, est à la lettre un fascisme.» (Rigoulot, Yannakakis, 1998: 95). Les crimes dénoncés par *le livre noir du communisme* sont jugés au regard du droit naturel et non du droit positif, ce qui revient à adopter une posture révolutionnaire à l'encontre de la révolution elle-même. Du point de vue naturel, notamment du droit naturel chrétien qui stipule l'égalité des âmes humaines devant Dieu, ou encore du point de vue du droit naturel socialiste qui détermine «l'égalité des corps devant un menu» (Monnerot, 1969: 271), il ne peut donc y avoir de différence entre le crime nazi et le crime communiste. «Ici, le génocide de "classe" rejoint le génocide de "race": la mort de faim d'un enfant de koulak "vaut" la mort de faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie acculé à la famine par le régime nazi. Ce constat ne remet nullement en cause la "singularité d'Auschwitz"». (Courtois, Introduction: «Les crimes du communisme», in Courtois et al., 1998, 5-38: 14 pour la citation).

particulier se confond alors avec le général, les faits se résorbent dans des lois générales et tout événement ou configuration nationale se noie dans l'universalité de la théorie. Kautsky, quant à lui, a pressenti comme une aubaine juteuse la force de la théorie, de l'idée universelle, adaptées à chaque fois aux conditions historiques mouvantes. «Il est par contre moins compréhensible que nos camarades bolcheviks ne s'en tiennent pas pour explication de leurs méthodes aux conditions particulières de la Russie, et justifient ces méthodes par le poids de la situation spécifique, qui selon eux ne leur avait pas laissé d'autre choix que la dictature ou la démission. Ils s'efforcent au contraire d'élaborer comme justification de leur méthode une théorie tout à fait nouvelle dont ils proclament la valeur universelle» (Kautsky, 1972: 289-290). Ainsi l'action et la théorie révolutionnaires se conditionnent mutuellement, la théorie ayant besoin de l'action pour accéder à la vérité et l'action nécessitant de la théorie pour s'accomplir dans un sens révolutionnaire. Peut-être ne serait-il pas vain de méditer sur cette pensée du poète, pleine de bon sens et de lucidité: «Quand la vérité n'est pas libre la liberté n'est pas vraie: les vérités de la police sont les vérités d'aujourd'hui.» (Prévert, 1969: 213).

De ces considérations, il possible de faire ressortir trois conséquences:

- a) La dogmatisation de la théorie lui confère un caractère d'invulnérabilité et la soustrait à toute polémique, car ce qui est en jeu ce sont plus des «expressions de volontés» que des «descriptions de choses» (Sorel, 1972: 38). La théorie universalisable sur mesure se rapproche du mythe politique sorélien entendu comme image globale matrice, irrationnelle et inconsciente, conduisant les masses à l'action, et la force dont ces mythes font preuve résulte certainement de la croyance en leur infaillibilité et indéniable efficacité. «Un mythe ne sautait être réfuté puisqu'il est, au fond, identique aux convictions d'un groupe, qu'il est l'expression de ces convictions en langage de mouvement, et que, par suite, il est indécomposable en parties qui puissent être appliquées sur un plan de description historique». (Sorel, 1972: 38-39). Pour cette raison, la pensée révolutionnaire évacue toute possibilité d'un échec et occulte ce que M. Weber appelait la «responsabilité des conséquences» (1974: 182). Tout échec ne peut s'expliquer que par une application ou pratique inadéquate et ne peut en aucun cas prouver la fausseté de la théorie. L'échec n'aboutit pas à la remise en question de la théorie,

tout au plus à la reformulation d'une nouvelle théorie, mais à un nouvel essai qui se perpétuera à l'infini si besoin en est. Tout échec n'est qu'une étape nécessaire sur le chemin de la victoire finale. C'est ainsi que l'on peut expliquer le succès du socialisme auprès de ses adeptes, en dépit de ses insuccès sur le terrain. C'est ainsi que l'on peut expliquer la sublimation des souffrances par la croyance en la fraîcheur de l'idéal et de l'utopie⁹. En dépit de ses racines scientifiques, le communisme est un utopisme, au sens d'un projet ouvert sur l'avenir qui s'actualise en permanence en fonction des conditions matérielles présentes mais aussi de l'état d'esprit qui prévaudra sous de telles conditions. Une kyrielle d'explications sont toujours prêtes à fuser sur un éventuel échec et parallèlement à elles on fait miroiter le répertoire des propositions ou des solutions à apporter: au manque de préparation, on invoquera un supplément d'effort dans l'apprentissage; si les conditions n'étaient pas réunies ou en l'absence d'une adéquation entre les conditions objectives et subjectives de la lutte, on remédiera par un travail plus fourni de consciencisation des masses; à la mauvaise volonté ou au sabotage qui avaient la réputation d'être des maladies endémiques en Union Soviétique, comme l'ont fait remarquer Kravchenko et Soljénitsyne, on répondra par le camp de rééducation ou le camp de travail.

- b) Le problème est que la loi de l'histoire se heurte à la logique du pouvoir¹⁰. Et si l'échec ne saurait résulter de la théorie, qui dogmatisée à outrance est par essence infaillible, la culpabilité en revient à la mauvaise volonté des masses. Tout échec ne fait donc que corroborer la présence d'ennemis intérieurs qui conspirent contre la révolution, travaillent à son échec, mais qui en réalité mettent à l'abri de toute critique l'avant garde consciente et dé-

⁹ Cette constance ou réminiscence de la croyance utopique est certainement redevable au fondement fraternel et mythique du politique et à son origine communautaire, comme l'a souligné M. Maffesoli: «Quelles que soient, par après, les légitimations ou les rationalisations que l'on pourra donner au politique, il y a toujours ce soubassement communautaire que l'on peut vouloir dépasser, corriger, restaurer, suivant les perspectives ou les tendances théoriques, mais que l'on reconnaît comme une réalité tout à fait incontournable.» (1992: 244).

¹⁰ Comment pourrait-il en être autrement quand on sait que les révolutionnaires ont déposé dans le futur une confiance inébranlable: «Trotsky affirmait que le niveau de base de l'humanité nouvelle, ce serait Michel-Ange et Léonard de Vinci. Le communisme démocratise le surhomme.» (Besançon, 1998: 55).

terminée du prolétariat. Le révolutionnaire ne peut se passer de boucs émissaires, de traîtres, non seulement pour justifier l'échec, mais encore pour se maintenir au pouvoir. Cette logique, qui en vient à occulter les conséquences d'un acte, fonde la distinction wébérienne entre l'éthique de la responsabilité et l'éthique de la conviction. «Lorsque les conséquences d'un acte par pure conviction sont fâcheuses, le partisan de cette éthique n'attribuera pas la responsabilité à l'agent mais au monde, à la sottise des hommes ou encore à la volonté de Dieu qui a créé les hommes ainsi. Le partisan de l'éthique de responsabilité comptera justement avec les défaillances communes de l'homme...». (Weber, 1974: 172). Si les révolutionnaires déniaient toute valeur objective à l'échec, c'est parce qu'ils rejettent l'irrationnel dans l'action humaine¹¹ ou encore le paradoxe des conséquences, à savoir qu'une fin désastreuse peut résulter d'une intention bonne. En fait, toute action humaine, empirique, est un défi à la perfection qui ne peut être qu'une imposture. Au manque de maturation ou de conscience, on peut remédier par la préparation, l'éducation ou l'endoctrinement, mais au manque de volonté, seules la contrainte, la force ou la violence constitueront des remèdes efficaces. On comprend alors mieux R. Luxembourg quand elle définissait la liberté comme étant le «droit à l'erreur» ou K. Popper qui associait la possibilité et la reconnaissance de l'erreur à l'existence de la tolérance.

- c) Ce refus de prise en charge de l'échec permet de mieux comprendre les hésitations, aléas, déviations, retours en arrière qui caractérisent la politique révolutionnaire et que Trotsky nomme les «tournants tactiques» (Trotsky, *in* Procacci, 1965: 34). Une pratique sans cesse mouvante, recherchant une stabilité est peut-être la conséquence d'une doctrine rigide et dogmatique. R. Aron parle à ce propos de «combinaison de fanatisme doctrinal et d'extraordinaire flexibilité dans la tactique ou la pratique». (1965: 274). Ces revirements ou retournements politiques perpétuels, qui caractérisent la révolution russe¹², expliquent la tendance non moins perpétuelle sinon

¹¹ «Le partisan de l'éthique de conviction ne peut supporter l'irrationalité éthique du monde. Il est un "rationaliste" cosmo-éthique.» (Weber, 1974: 174).

¹² On pourra citer la collectivisation des terres, suivie par la NEP, la nouvelle politique économique, et la libéralisation des kolkhozes, suivie par les différentes vagues de dékoulakisation.

à l'autocritique du moins à l'autojustification. Ils expliquent également la hantise de l'ennemi et la recherche constante de traîtres à l'intérieur du régime, le système des procès et des purges mis en place entre 1934 et 1938. A. Kriegel donne une explication de la purge qui n'est pas sans rappeler la nécessité de la circulation des élites évoquée par Pareto. Mais ici la circulation ne peut s'effectuer normalement, elle est bloquée, et pour éviter qu'elle ne dégénère en une nouvelle révolution, en un mouvement qui mette le pouvoir en danger, celui-ci se prémunit contre celle-là en orquestrant une circulation singulière conçue sur le mode de la purge, qui recompose les forces politiques, mais toujours à un niveau situé en-deçà de celui qui détient les rennes du pouvoir et en tire les ficelles. La purge permet ainsi d'introduire une instabilité par le bas pour en prémunir le haut. «En somme la purge intervient quand le pouvoir établi est à son zénith: la nouvelle urgence, c'est alors de découvrir le moteur auxiliaire qui l'empêche de se bloquer au point où il en est arrivé. À partir du moment où, au sommet, sont éliminés tous les facteurs d'instabilité, toutes les causes de tension, il convient en effet de réintroduire l'instabilité à la base, instabilité par où pénètre le changement et sans laquelle la stabilité du sommet tournerait en paralysie. La purge, "en maintenant ouvert les canaux amenant de nouveaux membres au système et évacuant les membres corrompus ou sclérosés", est une procédure de renouvellement grâce à laquelle la nécessité de préserver le dynamisme du système (nécessité qui s'impose à tout système politique mais plus encore à un système qui se veut "révolutionnaire") n'est pas sacrifiée à l'autre nécessité où il est de s'assurer le loyalisme de ses ressortissants.» (Kriegel, 1972: 146-147). Au moyen des purges, Staline a orchestré l'élimination et la recombinaison des forces au sein du régime, qui n'épargnent aucun échelon de la hiérarchie politique ou civile, si ce n'est sa propre personne.

Cette élimination et recombinaison résultent d'une politique instable, d'une «aliénation entre l'intention et l'acte» (Sperber, 1957: 41). L'instabilité est d'ailleurs le point de prédilection sur lequel portent les critiques à la fois des anarchistes, des conseillistes, des sociaux-démocrates mencheviks et de l'opposition de gauche, qui reprochent au bolchevisme son opportunisme, sa pratique des concessions, sa tendance à nouer et à dénouer des alliances au

gré des circonstances¹³, sa propension à enrichir et à modifier sa politique par des mesures d'exception quasi permanentes. L'instabilité du régime s'est également caractérisée par la hantise et le châtement disproportionné des traîtres et des saboteurs¹⁴.

¹³ Lénine avait le sens des compromis. Sa révolution s'est faite par étapes, c'est-à-dire par épurations progressives, au fur et à mesure qu'elle s'appuyait sur une base sociale moins large et donc sur une professionnalisation accrue. «Notre révolution est socialiste. Nous avons d'abord combattu avec tous les paysans la monarchie, les propriétaires fonciers, le moyen âge (et la révolution fut bourgeoise démocratique). Puis avec les paysans les plus pauvres, avec les demi-prolétaires, avec tous les exploités, nous avons combattu le capitalisme, y compris les paysans cossus, les *koulaks*, les spéculateurs, et la révolution est devenue socialiste dans cette mesure même.» (Lénine cité par Serge, 1997: 446). On pourra encore se référer à une autre citation qui va dans le même sens: «Oui, les petits propriétaires, les petits possédants ont été à nos côtés, nous autres prolétaires, lorsqu'il s'est agi de renverser les propriétaires fonciers et les capitalistes. Mais maintenant nos voies divergent. Le temps est venu pour nous de mener une lutte impitoyable, sans merci, contre ces petits propriétaires, ces petits possédants.» (Lénine cité par Werth, «Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union Soviétique», in Courtois et al., 1998, 45-312: 75 pour la citation).

¹⁴ C'est à l'échelle de la société entière que le régime soviétique s'est mis à pourchasser les traîtres dont le seul méfait consistait en un délit prévu et décrété à l'avance par une codification spéciale, notamment par l'article 58 du Code pénal de 1926 qui pouvait faire de tout citoyen un criminel potentiel, surtout un criminel de droit commun, tant les domaines d'accusation étaient larges et flous. «En vérité, il n'est pas sous la voûte des cieux de délit, d'intention, d'action ou d'inaction qui ne puisse être châtiée par la main de fer de l'article 58.» (Soljénitsyne, t. 1, 1974: 51). Sur les 14 paragraphes de cet article on pourra consulter l'exposition et le commentaire qu'en fait A. Soljénitsyne. (t. 1, 1974: 51-57). Les crimes étaient aussi fictifs que les criminels puisqu'ils obéissaient à l'instauration de quotas, par ville, par province, par région, etc. «Cette pulsation de décrets donna naissance dans le pays à un étrange tableau des crimes et des délits de droit commun. On pouvait remarquer que ni les vols, ni les meurtres, ni la distillation clandestine, ni les viols ne se produisaient dans le pays tantôt ici et tantôt là, épisodiquement, comme des conséquences de la faiblesse humaine, de la luxure et du déchaînement des passions, non! Dans les crimes qui se produisaient à travers tout le pays se manifestaient une extraordinaire unanimité et une uniformité extraordinaire. Tout le pays grouillait tantôt seulement de violeurs, tantôt seulement d'assassins, tantôt de brouilleurs clandestins: aussi répondait-il avec réceptivité au dernier décret gouvernemental. On eût dit que, de lui-même, chaque crime présentait les flancs au décret afin de disparaître au plus vite. Et le crime qui, aussitôt, surgissait de partout à la surface était précisément celui que venait de prévoir et de châtier notre sage législation.» (t. 1, 1974: 71). Quand au présumé sabotage, on sait depuis Kravchenko que les ateliers et les usines, en feignant d'ignorer l'existence de dysfonctionnements ou de ce que Crozier nommait les cercles vicieux au sein des organisations, exigeaient à leur tour des quotas de saboteurs. En fait, l'obsession du saboteur est tributaire de l'idéologie de l'histoire qui supplante l'homme avec ses imperfections et ses manquements. «L'idéologie de la culpabilité est étroitement liée à celle de l'Histoire dont on a fait un Dieu. La psychose du sabotage de l'économie est significative: les choses ne peuvent avoir tort, le système en

Selon M. Maffesoli, la guerre révolutionnaire est la première à avoir perpétué l'illusion. Le problème est alors de savoir si le mensonge institutionnalisé peut se perpétuer indéfiniment, et l'opposition rester dupe, si le pouvoir est à même de surmonter les contradictions entre «un monde des faits et un monde des pensées» (Monnerot, 1969: 176), si en illusionnant les autres on ne s'illusionne pas soi-même. Les imposteurs seront-ils à même d'imposer leur vision du monde et leur pratique aux dupes? Tel semble être l'enjeu d'une discussion sur la révolution.

2. De la représentation totale à la «domination totale»¹⁵

Le rapport de représentation entre l'avant-garde consciente et le prolétariat ou entre l'élite et la masse, pour employer le langage parétien, est, selon les révolutionnaires, tout aussi inaliénable que la théorie. Le pouvoir russe s'est très tôt illustré par la condamnation de l'inertie et de l'ignorance des masses et c'est au nom de cette condamnation qu'il instaura le principe de la représentation des majorités obscurantistes par une minorité éclairée et qu'il banalisa la politique de répression: «C'est dans cet affrontement crucial entre le pouvoir bolchevique et la paysannerie que se forgea définitivement une pratique politique terroriste fondée sur une vision radicalement pessimiste des masses "à ce point obscures et ignorantes, écrivait Dzerjinski, qu'elles ne sont même pas capables de voir où est leur propre intérêt".» (Werth, in Courtois et al., 1998: 106). Ce postulat élitiste n'entame toutefois nullement la conviction démocratique dans laquelle baignait le régime communiste. J. Freund a dénoncé l'équivocité du terme «démocratie» dont de nos jours chaque régime, y compris le plus despotique, se réclame (Cf., 1970: 112-113). Il s'agit bien d'un concept fétiche que les régimes les plus tyranniques utilisent à leur gré pour masquer la véritable teneur de leur pouvoir. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que les conflits ou polémiques qui ont marqué les révolutions portent sur différents types de légitimité démocratique, pour

lui-même est parfait, ce sont les hommes qui cherchent à détraquer l'Histoire. L'idéologie de l'Histoire proprement dite est partout. Tous les actes de terreur se font au nom de cette idée que les sacrifices actuels recevront leur prix à l'échelle historique.» (Lefort, «Kravchenko et le problème de l'U.R.S.S.» (1948), in 1979, 117-144: 142 pour la citation).

¹⁵ Nous empruntons l'expression «domination totale» à H. Arendt, qui en fait la quintessence de tout régime totalitaire.

paraphraser G. Ferrero. Tous les régimes qui ne tolèrent pas d'oppositions officielles se réclament d'une démocratie supérieure à la démocratie bourgeoise. Le principe démocratique revendiqué par les révolutionnaires jouit intrinsèquement d'une valorisation qui le rend supérieur à toute forme démocratique bourgeoise, d'où une série de dichotomies; entre la «majorité réelle» et la «majorité fictive», la «liberté réelle» et la «liberté formelle» (Marx), la «liberté concrète» et la «liberté abstraite» (Sartre), la «volonté d'ensemble consciente» et les «partis ouvriers opportunistes» (Lukacs), ou encore entre la «démocratie bourgeoise» et la «démocratie prolétarienne» (Lénine, Boukharine et Preobrajensky), la «démocratie pure» et la «démocratie de classe» (Trotsky).

Si Marx s'est fait une conception très haute de la démocratie, c'est bien parce que l'autodétermination du prolétariat a toujours primé sur une conception de la révolution comme mouvement de conjurés à la façon de Blanqui, de conspirateurs à la façon de Bakounine ou d'agitateurs politiques professionnels à la façon de Lénine. La question de la conscientisation et du développement intellectuel des masses est une question de temps et dépend logiquement des rapports de production et des luttes prolétariennes qui s'en suivent. Du coup, toute prise de pouvoir par une minorité de révolutionnaires professionnels se trouve exclue et il est fort à parier que Marx accordait sa confiance aux mouvements spontanés de la classe ouvrière plutôt qu'au centralisme du parti¹⁶, avec ses tactiques

¹⁶ Lénine, déformant Marx, nous le présente comme l'un des ténors du centralisme: «C'est des conceptions petites bourgeoises de l'anarchisme que découlent les principes du fédéralisme. Marx est centraliste. Et dans les passages cités de lui, il n'existe pas la moindre dérogation au centralisme. Seuls des gens imbus d'une vulgaire "foi superstitieuse" en l'État peuvent prendre la destruction de la machine d'État bourgeoise pour la destruction du centralisme!» (Lénine, 1946: 53). En fait, les textes où Marx et Engels soutiennent le centralisme sont rares et ne peuvent être disloqués du contexte dans lequel ils s'inscrivent, à savoir la critique de la politique de division des prolétaires au moyen du fédéralisme, de l'octroi de l'autonomie aux communes: «À l'opposé de ce plan, les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore essayer de réaliser dans cette république, la centralisation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'État. Ils ne doivent pas se laisser dérouter par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, du gouvernement autonome, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître tant de vestiges du moyen âge et à briser tant de particularisme local et provincial, il ne peut en aucune circonstance être toléré que chaque village, chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire qui ne peut partir dans toute sa force que du centre. (...) Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui, en Allemagne, la tâche du parti vraiment révolutionnaire.» (Marx, Engels, 1970: 45).

programmées. «La notion marxiste du socialisme implique une "représentation" sous une forme ou sous une autre, parce que le prolétariat ne peut agir *en tant que classe* sans organisation ni division des fonctions: Toutefois Marx et Engels n'envisagèrent qu'une représentation constituée par la classe elle-même, c'est-à-dire directement déléguée par les "producteurs immédiats" et directement responsables devant eux. Si la "conscience de classe" était "non mûre" ou corrompue, la direction représentant la classe pourrait l'aider à mûrir, mais ne pourrait jamais l'amener à agir. Dans ces conditions, la direction serait, au sens strict, une direction *théorique*» (Marcuse, 1971: 26). La révolution que Marx imaginait n'avait rien de sectaire¹⁷ et se trouvait à cent lieues de celle que la Russie concrétisa. La conception de la démocratie chez Marx précéda celle du communisme et ce n'est que postérieurement qu'il associa les deux en un seul et même mouvement. Force est de rappeler que la démocratie est consubstantielle au communisme et qu'elle n'est pas une formule vaine servant à peine à garantir une certaine légitimité au pouvoir. «L'idée de socialisme et de communisme a son origine dans l'idée d'une démocratie totale. Marx l'a rencontrée chez Spinoza et s'en est inspiré pour critiquer la philosophie politique de Hegel et en rejeter la conception de la bureaucratie, du pouvoir des princes et de la monarchie constitutionnelle. Loin de rompre avec sa première conception de la démocratie, Marx, en adhérant au communisme, l'a sublimée. Dans le communisme tel qu'il l'a entendu, non seulement la démocratie est maintenue, mais elle revêt une signification plus étendue.» (Rubel, 1974: 180).

Un problème majeur a cependant affecté les relations entre le communisme et la démocratie: celui de l'ambiguïté du terme et de sa signification réelle au sein du communisme. S'il est vrai que R. Luxembourg, contrairement à Trotsky, a déploré la dissolution de l'Assemblée constituante dès 1917 et qu'elle a regretté l'absence d'une «représentation populaire issue d'élections générales» (1977: 23), il est non moins attesté que pour elle la démocratie, c'est la dictature du prolétariat: «Parfaitement: dictature! Mais cette dictature consiste dans *la manière d'appliquer la démocratie*, non dans son abolition...» (1977: 30). L'ambiguïté de cette formule recouvre celle d'une forme supérieure de démocratie par rapport à la démocratie dite bourgeoise. Pourtant, on retrouve cette formule chez de nombreux auteurs qui montrent qu'une révolution marxiste se doit d'intégrer et d'assimiler les contenus positifs de la démocratie, bien que

¹⁷ Berdiaev parle du communisme russe «comme d'une secte athée». (1936: 118).

de façon non conventionnelle, c'est-à-dire non bourgeoise. Ainsi D. Rousset reconnaît-il implicitement que la socialisation de la propriété, si elle représente un des acquis de la révolution, ne garantit pas encore en soi la démocratie. «La démocratie ouvrière peut prendre des formes très variées, mais son existence est nécessaire pour que l'État devienne la propriété prolétarienne. Autrement, et si le contrôle sur l'appareil d'État n'existe pas, l'État achève son évolution, non pas en dépérissant comme le prévoit la théorie marxiste, mais en acquérant une entière indépendance à l'égard de la société, soit en se "libérant" de la société et en devenant de ce fait l'organe d'une nouvelle exploitation de cette société par le personnel de l'État, exploitation souvent plus féroce que l'exploitation capitaliste.» (in Sartre, 1949: 48) On ne peut que prendre acte de la justesse et de la pertinence de cette remarque qui a été émise, soulignons-le, à un moment où les intellectuels français acquiesçaient à toutes les prises de positions et décisions émanant du Parti communiste soviétique. Il est vrai que les affinités jugées nécessaires entre le communisme et la démocratie sont restées de l'ordre de la théorie plutôt que de la pratique. C'est précisément sur ce point qu'achoppe la controverse entre F. Furet et C. Lefort: le premier révélant la filiation de la révolution russe à la démocratie, si ce n'est même que sur un plan idéal; le second insistant sur l'exclusivisme du parti unique en tant que forme de représentation et l'absence de démocratie interne¹⁸.

Le rattachement idéologique de la révolution russe aux idéaux égalitaires et libertaires de la révolution française, plus encore qu'au marxisme orthodoxe, atteste cette quête d'une légitimité démocratique, d'un ressourcement idéologique qui permettra à la révolution russe de constituer pendant plusieurs décennies la mythologie de notre temps. Mais cette analogie entre les deux révolutions doit aussitôt être revue, puisqu'elle est

¹⁸ La différence entre les deux auteurs s'explique par le fait que Furet inclut dans sa recherche les mythes, les passions révolutionnaires et les illusions qui ont jalonné la révolution, y compris la passion démocratique, alors que Lefort conteste toute explication en termes de croyance se substituant à la logique du parti dans la compréhension du crime communiste. «Le communisme n'est intelligible que dans le cadre d'un monde transformé par la "révolution démocratique", mais n'allons pas jusqu'à dire qu'il fait partie de la même matrice. (...) Il va de soi que non seulement le communisme mais le fascisme ne sont concevables que dans un univers qui a cessé d'être façonné par les valeurs aristocratiques. S'interroger sur leurs liens avec la démocratie ne devient pertinent que si l'on resserre le champ de l'investigation et si l'on prend en compte les institutions caractéristiques d'un régime libéral». (Lefort, 1999: 78-79).

plutôt de circonstance et d'opportunité. En fait, les différences l'emportent de loin sur les similitudes, aussi bien du point de vue politique que du point de vue économique, comme l'ont souligné d'une seule voix Furet et Lefort¹⁹. La démythification d'une révolution qui cherche des précédents dans le seul but de blanchir son action présente est donc plus que justifiée. D'autant plus que le retour aux origines auquel ont eu recours la révolution russe tout comme, dans le Christianisme, les différentes tendances sectaires, n'a d'autre mobile qu'une réappropriation de certains thèmes ou messages que l'on aura vite fait de retourner, de défigurer ou de dénaturer. Le rapport que la révolution russe entretint avec la démocratie est donc d'ordre théorique et idéologique et se justifie par une référence au passé plus que douteuse.

Du point de vue pratique, la révolution russe a maintenu un semblant de démocratie. Dans toute administration totalitaire, on assiste à un dédoublement des structures qui sert d'instrument de légitimation et de paravent à la critique, comme l'a constaté H. Arendt. Le totalitarisme fonctionne

¹⁹ Furet nous montre que les bolcheviks ont monopolisé et confisqué le pouvoir durant soixante-quatorze ans au moyen d'un «parti idéologique à fidélité militaire» (Furet, 1995: 93) et au nom de principes qui contredisaient les aspirations de la révolution, alors que Robespierre ne l'a conservé que pendant quatre mois. «La comparaison avec la Révolution française deviendra ainsi de plus en plus intenable au fur et à mesure que la dictature du parti de Lénine s'avérera plus interminable.» (Furet, 1995: 93). Ou encore: «Car la force de cette mythologie est d'être adossée, dès sa naissance, à un précédent, et de concilier ainsi les privilèges de l'absolument neuf avec les habitudes mentales d'une tradition. Privée de la référence française, la révolution d'Octobre eût conservé beaucoup de son étrangeté objective. (...) Tout change pourtant si on regarde Octobre à la lumière du cours de la Révolution française. En apprivoisant l'inconnu avec du connu, on réintègre d'abord l'histoire russe dans la matrice occidentale, ce qui permet d'en oublier ou d'en conjurer les pesanteurs. (...) La gauche européenne voit la révolution russe de 1917 moins comme russe que comme révolutionnaire; de là vient, plus que du marxisme, ce qui est ressenti comme son universalité.» (Furet, 1995: 95 et 96). Selon Lefort, la différence entre la terreur jacobine et la dictature prolétarienne réside dans l'organisation. La terreur, violente mais de courte durée, n'a pourtant pas sapée les possibilités d'une instauration de la démocratie, et encore moins les idéaux qui en étaient constitutifs. Une double lecture de la révolution française s'avère donc possible, en termes de terreur mais aussi en termes de liberté; ce n'est pas le cas de la révolution russe. C'est peut-être ce qui explique l'existence constante de tensions au sein de la révolution française entre les organes représentatifs issus du suffrage universel et les institutions de l'État. Pour cet auteur, «la Terreur ne saurait se conjuguer ni avec une orthodoxie, ni avec la dictature d'un guide suprême. Qu'on se tourne vers le bolchevisme: le principe de l'organisation et de l'incorporation des militants dans le parti est fixé dès son origine. On n'y décèle pas la tension entre la dictature et la liberté, entre l'institution et l'individu, entre l'égalité et la subordination aux ordres d'un comité et d'un chef.» (1999: 68-69).

donc sur le principe de la «coexistence de deux gouvernements, l'un apparent, l'autre réel.» (Arendt, 1972: 27). La révolution russe a maintenu un certain temps les soviets, sous Lénine, la discussion à l'intérieur du parti, tandis que Staline s'est doté d'une Constitution prônant la liberté la plus ample. «En URSS, la façade démocratique – élections, institutions représentatives – fut en effet préservée: la pratique de la cooptation et de la nomination par l'appareil du parti était cachée derrière l'apparence des procédures électorales, et les instances de différents échelons, du local au central, se présentaient comme des instances élues. La Constitution stalinienne a été célébrée comme la plus démocratique du monde et les pays soumis de force à la domination de l'URSS après la deuxième guerre mondiale ont reçu le nom des "démocraties populaires".» (K. Pomian, «Qu'est-ce que le totalitarisme?», in Ferro et al., 1999, 143-166: 152-153 pour la citation). Cette ambivalence apparaît on ne peut plus nettement dans les deux livres de Lénine publiés respectivement en 1902 et en 1917: *Que faire* et *L'État et la révolution*. Dans ce dernier ouvrage, publié à l'aube de la révolution, quand celle-ci devait bénéficier d'un soutien unanime et, par conséquent, afficher un consensus des plus larges, Lénine préconise le renforcement de la démocratie prolétarienne au détriment de toute déviation bureaucratique et autocratique. Pour Lénine, les fonctionnaires cessent d'être des bureaucrates en régime socialiste en raison du principe de l'éligibilité, de la révocabilité, du salaire prolétarien, de l'autogestion ouvrière, et surtout de l'«adoption immédiate de mesures afin que tous remplissent les fonctions de contrôle et de surveillance, que tous deviennent pour un temps "bureaucrates" et que, de ce fait, personne ne puisse être "bureaucrate"». (Lénine, 1946: 99)²⁰. Ces incantations resteront néanmoins à l'état de chimères puisque les thèses centralistes de *Que faire* s'imposeront aux lendemains de la révolution. Deux citations choisies d'entre des dizaines ou même des centaines du même acabit témoignent du changement de ton: «Sans une "dizaine" de chefs de talent (les talents ne surgissent pas par centaines) éprouvés, professionnellement préparés et instruits par une longue pratique, parfaitement d'accord entre eux, aucune classe de la société moderne ne peut mener une lutte résolue.»

²⁰ K. Korsch a rudement mis à mal les critères retenus par Lénine, dans la mesure où il serait faux de croire «qu'un député lié par un mandat impératif, de courte durée et révocable à tout instant, ou bien encore un fonctionnaire travaillant pour un "salaire d'ouvrier" présenterait par là-même des dispositions moins bourgeoises qu'un parlementaire élu.» (1975: 115).

(Lénine, 1966: 178). Ou encore: «... Aucune organisation révolutionnaire n'a jamais appliqué, et ne pourra jamais appliquer, malgré tout son bon vouloir, un large démocratisme.» (Lénine, 1966: 198).

On retrouve donc dans l'œuvre de Lénine la trace d'un conflit entre deux types de légitimité démocratique: le parti et le soviet. Mais le second sera très vite évincé par le premier dont le pouvoir ne fera que se renforcer au cours du temps. Les anarchistes, les conseillistes, l'opposition ouvrière ou encore les gauchistes réanimeront sans cesse la discussion sur la meilleure forme de représentation et mettront tout leur engagement au service de la défense des soviets. Ainsi le conseilliste Pannekoek s'oppose-t-il à la représentation des partis et préconise le soviet comme «forme de démocratie supérieure à la démocratie formelle et permettant aux masses d'exprimer leurs intérêts vitaux». (in Bricianer, 1977: 137). Il en vient donc à distinguer le conseillisme de la démocratie formelle en soutenant qu'il est parfaitement compatible avec la dictature du prolétariat, et à opposer l'«organisation de conseils, la démocratie réelle des travailleurs» à «la démocratie des droits formels, la démocratie apparente et fallacieuse des classes moyennes». (in Bricianer, 1977: 281).

A. Kollontaï, la représentante de l'opposition ouvrière, concevait les conseils ouvriers et les syndicats comme les meilleures formes de représentation socialiste: «*Qui doit réaliser la créativité de la dictature du prolétariat dans le domaine de la structure économique? Sont-ce ces organes essentiellement prolétariens, rattachés immédiatement et par des liens vitaux à la production, que sont les syndicats? Ou bien, au contraire, les administrations d'État, sans relation directe et vivante avec l'activité productrice, et, en outre, d'un contenu social mélangé? Là est le nœud du débat. L'Opposition Ouvrière tient pour la première proposition. Les sommets de notre Parti, quelles que puissent être les divergences de leurs thèses sur tel ou tel autre point moins essentiel, sont avec un ensemble touchant, pour la seconde.*» (Kollontaï, 1974: 50)²¹.

²¹ Elle les concevait également comme un moyen de se prémunir contre la sclérose bureaucratique des partis. «Il en va tout autrement dans les syndicats: ici le contenu prolétarien est plus dense, les éléments sont plus homogènes, le but collectif est étroitement lié aux intérêts du travail et de la vie quotidienne des producteurs, membres eux-mêmes des comités d'usine, des directions d'usine ou des bureaux syndicaux. L'initiative créatrice, la recherche de nouvelles formes économiques, de nouveaux motifs d'intensification du travail, tout cela ne peut naître qu'au sein de cette collectivité naturelle de la classe prolétarienne. L'avant-garde de cette classe peut accomplir la révolution, mais la classe tout entière, dans la pratique quotidienne de sa vie de classe, est seule capable de créer la base économique de la nouvelle société.» (1974: 79).

Les anarchistes se sont également prononcés en faveur des conseils ouvriers et contre le centralisme du Parti. Ils ont pris acte de la lente éviction des conseils qui avaient pourtant présidé au destin de la révolution russe naissante. Les bolcheviks s'en accommodèrent tant bien que mal tout en les dépouillant de leur autonomie et en les contraignant à la subordination au gouvernement central. En d'autres termes, les anarchistes avaient bien compris que les soviets n'étaient qu'un prétexte servant la prise de pouvoir par des politiciens professionnels. Selon R. Rocker, dans un texte publié en 1921, on ne peut «unir deux choses qu'il est en fait impossible d'unir – l'idée des conseils et la "dictature du prolétariat"». Il y a en effet contradiction essentielle entre la dictature et l'idée constructive du système des conseils, si bien que leur union forcée ne pouvait engendrer autre chose que la désespérante monstruosité qu'est aujourd'hui la commissariocratie bolchevique, qui fut fatale à la révolution russe. Il ne pouvait en être autrement, car le système des conseils ne supporte aucune dictature, partant lui-même de présuppositions totalement différentes. En lui s'incarnent la volonté de base, l'énergie créatrice du peuple, alors que dans la dictature règnent la contrainte d'en haut et l'aveugle soumission aux schémas sans esprit d'un diktat: les deux ne peuvent coexister. C'est la dictature qui l'a emporté en Russie et c'est pourquoi il n'y a plus de soviets aujourd'hui dans ce pays. Ce qu'il en reste n'est plus qu'une cruelle caricature de l'idée des Soviets, un dérisoire et risible produit.» (1973: 45)²².

On pourra encore signaler les controverses qui ont eu lieu en dehors

²² Ces conceptions sont également partagées par l'une des figures de proue de l'anarchisme, N. Makhno, mais aussi par P. Archinov et E. Yartchouk: «La liquidation décisive et totale de l'État ne pourra avoir lieu que lorsque l'orientation des travailleurs sera la plus libertaire possible, et lorsque les travailleurs révolutionnaires des villes et des campagnes élaboreront eux-mêmes leurs formes d'action sociale. Ces structures doivent prendre la forme de soviets libres, organes d'autogestion économique et sociale. Il faut analyser et propager les structures et le fondement de ces soviets parmi les ouvriers et paysans révolutionnaires. C'est de cela que dépend principalement l'évolution positive et le développement des idées anarchistes parmi ceux qui accompliront pour leur propre compte la liquidation de l'État et qui édifieront la société libre des travailleurs.» (Makhno, in Rocker et al., 1973: 251-252). À noter que la constitution de soviets n'emportait pas de soi l'adhésion des anarchistes, puisqu'ils les considéraient, à l'instar de P. Archinov, comme des organes autoritaires. Leur valeur n'était reconnue que s'ils contribuaient à la suppression de l'État au moyen des instances prolétariennes elles-mêmes. «Les soviets ne sont pas l'anarchie, mais lorsqu'il portent un coup à l'État centralisé, détruisant en morceaux son appareil, ils se présentent comme un stade transitoire vers elle.» (Archinov, in Rocker et al., 1973: 233).

de l'Union Soviétique, sous l'autorité de O. Rühle en Allemagne, qui souscrivait aux actions du mouvement ouvrier allemand sans pour autant s'inféoder à aucune de ses tendances précises: «Le Parti avait été, non exclusivement mais tout de même en premier lieu, l'aile marchante de la propagande et de l'expérience des soviets. C'est lui qui les a minés de l'intérieur et finalement supprimés. C'est lui qui a repris à son compte les tâches qu'ils s'étaient fixées. (...) Les fonctions des soviets et par là même leur importance politique, ne cessèrent d'être rognées, tronquées et attribuées à d'autres organismes. Ils finirent par se voir cantonnés au rôle des comités d'usine allemands à l'époque de Guillaume II. Seules les questions et les affaires d'importance secondaire restaient de leur compétence et sous leur influence. En 1920 ils n'étaient plus que l'ombre de ce qu'ils avaient été. Ils faisaient bien dans les discours de propagande et ne constituaient plus guère qu'un élément décoratif sans contenu réel ni efficacité pratique.» (Rühle, 1975: 23 et 24-25).

Seul fausse note dans ce concert de protestations contre l'usurpation des conseils ouvriers par le pouvoir bolchevik, la voix discordante de Trotsky au sein de l'Opposition de gauche, qui n'a jamais su se dégager vraiment du carcan idéologique du léninisme exprimé dans *Que faire?* et qui est presque devenu amnésique quant à la distinction marxiste entre le parti et la classe, entre la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. «La dictature des soviets n'est possible que grâce à la dictature du parti.» (Trotsky, cité par Rubel, 1974: 210)²³. Il est clair qu'en dépit des controverses sur la meilleure forme de représentation des masses, c'est bien la position bolchevique à laquelle souscrit Trotsky qui l'a emporté: la forme autogestionnaire des soviets a été évincée par le bureaucratisme du Parti. La divergence sémantique²⁴ a pris le trait d'un combat pour le pouvoir et pour le monopole de la représentation des

²³ M. Rubel a montré que les bolcheviks ont simplement usurpé le pouvoir des soviets et a invoqué la position de Marx pour corroborer cette idée: «Pour ambigu qu'ait été l'héritage de Marx, il en reste pourtant un acquis; l'auto-émancipation ouvrière ne peut être que sociale et le moyen n'en est pas la conquête et la transformation de l'État, mais l'abandon et la destruction de tout pouvoir politique. *Seule la conquête du pouvoir social*, dont les rares expériences du socialisme des conseils ont ouvert la voie, peut redonner un sens et une âme au mouvement ouvrier.» (Rubel, 1974: 213).

²⁴ «Derrière les slogans communs – "contrôle ouvrier", "tout le pouvoir aux soviets" – militants ouvriers et dirigeants bolcheviques ne donnaient pas aux termes la même signification» (Werth, in Courtois et al., 1998: 54); de même, E. Morin note «que les mots-mythes de "pouvoir des soviets" et "dictature du prolétariat" se transforment en mots-illusions.» (Cf., 28).

masses. Le parti communiste a nettoyé d'un coup de balai les tentatives d'action autonome des masses qui ont vu le jour en 1905 et en 1917 et l'expérience des conseils ouvriers dont il a exprimé pour un temps la volonté. Il s'est jugé à même de représenter pleinement les masses au sein d'une démocratie qui se veut totale et à la mesure du combat qui a été engagé.

Or, la démocratie totale procède d'une conception de la représentation qui identifie le parti à la classe, le chef à la masse, une «personne privée» à une «entité collective» (Djillas, 1957: 133) et supprime toute possibilité de désobéissance: «le rapport de représentation qui lie le représentant à ceux qu'il représente, n'est plus un rapport intellectuel, mais un rapport d'ordre inconscient: le chef *représente* "une masse" en ceci qu'il lui ressemble, qu'elle peut se reconnaître en lui, qu'elle peut, en obéissant au chef avoir l'illusion de s'obéir à soi-même, donc d'être son propre maître.» (Monnerot, 1979: 375). Kravchenko, le dissident soviétique réfugié aux États-Unis, a critiqué le cynisme d'une conception et d'un pouvoir prétendant représenter totalement les sujets et dénoncé le totalitarisme qui se masque sous l'illusion d'une absence de pouvoir. En politique, personne ne s'est jamais obéi à soi-même, si l'on excepte des autocrates absolus comme Staline ou Hitler. «Les russes l'appellent d'un mot: *Vlast*, "le pouvoir", ce qui signifie le Gouvernement, l'Autorité Suprême. Mais ce mot désigne également Staline, le Politburo, la Police Secrète et les favoris du dictateur, qu'ils soient en place ou qu'ils agissent en sous-main pour son compte. Le citoyen ordinaire ne le prononce, ce mot terrible, que sur un ton de crainte ou de colère. Dans sa bouche, il est l'équivalent de "nos maîtres" et il exprime la distance infinie qui sépare ces maîtres du vulgaire troupeau des mortels ordinaires.» (Kravchenko, 1947: 524).

Si le prolétariat est au pouvoir et s'il est parfaitement représenté, la désobéissance devient en effet une absurdité. La mystification stalinienne du complet achèvement du socialisme en U.R.S.S. prend ici tout son sens en ceci qu'elle prive la désobéissance ou l'opposition de toute existence, donc de tout argument justificateur. «Que signifie diriger, si la politique du parti est juste et si les justes rapports entre l'avant-garde de la classe ne sont pas enfreints?» (Staline, *in* Procacci, 1965: 34). Le maintien de la relation de commandement à obéissance est en fait le garant de la liberté, car, avec l'identification entre l'avant-garde consciente et la masse, c'est à la fois la coercition mais aussi la possibilité de désobéissance qui disparaissent, le régime reposant non plus sur la crainte et la peur, mais la foi,

l'assentiment et la participation²⁵. Le totalitarisme ne repose pas tant dans l'obéissance en elle-même, que dans la non possibilité de désobéissance ou d'opposition, car alors l'obéissance devient servitude et le régime qui l'incarne, croit trouver sa légitimité non dans la crainte mais dans la confiance et la participation. Or, B. de Jouvenel a démystifié le pouvoir en montrant que son essence ne résidait pas tant dans la participation que dans la crainte. En ce sens, le fondement de la tyrannie n'est pas l'obéissance mais l'adhésion sans conditions et la participation. Le doute, le silence, la neutralité, le maintien de l'opinion et du jugement (Alain) ou d'un certain «quant à soi» (Maffesoli, 1979b: 143) représentent autant de points névralgiques et de facteurs qui mettent les régimes totalitaires en péril. Le maintien de l'opposition va donc de pair avec la neutralité et l'abstentionnisme. La possibilité de l'opposition ne fait sens que s'il existe une possibilité pour l'inaction politique²⁶. Dans un ouvrage consacré au phénomène totalitaire, C. Polin a souligné la parenté entre la démocratie et l'abstentionnisme²⁷. Celui-ci ne doit pas se manifester uniquement dans

²⁵ On connaît par ailleurs les exigences d'admission dans un parti totalitaire depuis que Netchaïev y a stipulé comme condition une totale abnégation de soi, le sacrifice de sa vie, la participation active et aveugle aux directives du chef, leitmotivs qui ont été repris par Lénine puisque, selon lui, la simple appartenance à un parti ne fait pas le révolutionnaire. «Est membre du parti celui qui en reconnaît le programme et soutient le parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle dans une organisation du parti.» (Lénine, 1966: 30).

²⁶ L'inaction politique est devenu le lot des régimes occidentaux modernes au point que l'on parle de déclin du politique. En fait ce déclin n'est que la contrepartie du processus d'extériorisation de la politique, c'est-à-dire de la gestion du politique de la part de spécialistes qui veillent au bonheur général et à la sécurisation de l'existence: «C'est la violence des bons sentiments, donnant une protection en change de la soumission. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, progressivement, le sentiment d'appartenance, voire celui de citoyenneté ou de responsabilité tendent à s'estomper. Dès le moment où quelques-uns (hommes politiques, technocrates, décideurs de tous poils) gèrent et organisent la vie sociale en lieu et place de ses divers protagonistes, celle-ci devient une chose étrangère dont on n'a plus à se préoccuper collectivement.» (Maffesoli, 1997: 21).

²⁷ L'auteur arrive à cette conclusion après une démarche curieuse et une interprétation spéciale de la notion de souveraineté populaire. Constatant que cette notion s'oppose à la monarchie ou même à l'oligarchie, dans la mesure où la validité du pouvoir est proportionnelle au nombre de ceux desquels il émane, on aboutit par une espèce d'effet pervers au discrédit de l'ordre. Si la seule légitimation du pouvoir provient du nombre de ceux qui l'exercent, et en démocratie il est présupposé que tous l'exercent, la participation à la chose politique se fait négativement, par peur que quelqu'un ne se l'octroie pour l'exercer en tyran. «Selon cette logique, le dogme de la souveraineté du peuple ne traduit donc plus une volonté de pouvoir, mais une certaine peur de tout pouvoir. (...) L'idéal est

les périodes d'élections mais peut être une attitude adoptée dans la vie quotidienne. Les démocraties s'accordent plus facilement sur les points en discussion et parviennent plus naturellement au consensus que les dictatures, ne serait-ce que parce qu'elles suivent le principe de la majorité et non pas celui de l'unanimité. Comme l'a souligné R. A. Dahl, les démocraties à fort consensus sont plus libres en termes d'obligation politique de la part des citoyens que celles à faible consensus. L'engagement politique dans les démocraties ne s'explique donc qu'à cette condition de l'absence de consensus, mais il n'existe pas de norme en la matière: «En fait, le seul système où chaque citoyen serait complètement libre dans ses obligations politiques serait celui dans lequel le consensus politique serait parfait.» (Dahl, 1966: 177).

Un régime qui méconnaît le tiers et nécessite une approbation unanime est beaucoup plus vulnérable aux multiples manifestations sociales et à l'expression de la diversité des opinions. Il suffit de se rappeler avec quelle véhémence et constance la violence révolutionnaire s'est abattue sur les mouvements ouvriers spontanés et de quelle façon elle a réprimé les grèves, par exemple celle des marins de Kronstadt. Toute manifestation sociale, économique, religieuse ou même artistique, revêt immédiatement un caractère politique²⁸, risque de provoquer des troubles et de laisser des séquelles. Qu'est-ce à dire sinon que non seulement la moindre manifestation individuelle et sociale, mais aussi le moindre manquement ou retard dans l'approbation ou l'acclamation porte atteinte à la sûreté de

d'être à l'abri de tout pouvoir, à l'écart de la politique, et en retrait de toute responsabilité qui ne soit pas rendue nécessaire par la peur qu'un autre en abuse. La démocratie, alors, n'est plus faite de citoyens, mais d'hommes qui ne sont citoyens que dans le seul but d'éviter d'être plus que des citoyens; l'abstentionnisme dont se plaignent souvent les démocrates prend sa source au cœur même de la démocratie.» (Polin, 1977: 211).

²⁸ Il est curieux que les régimes marxistes, qui acceptent le schéma infra/superstructure, la prépondérance en dernière instance de l'économique, politisent tous les domaines de la vie, à commencer par celui de l'économique. C'est ce que M. Rubel appelle «se conduire en révolutionnaire tout en luttant politiquement» (1974: 58) et J. Freund «faire de la politique contre le politique» (1965: 299 et 638). De même, le refus de la démocratie de la production au profit d'une administration unifiée sous l'égide du parti symbolise le primat absolu du politique: «Poser la question de la gestion des usines en termes de "parti" et de "sans parti" était une nouveauté dans l'histoire de la pensée marxiste: l'économie devenait de la sorte une espèce d'épiphénomène de la politique, au sens le plus étroit du terme.» (Papaioannou, 1983: 328). L'auteur cite Lénine qui s'oppose au rôle prépondérant des syndicats dans la gestion de la production et met en avant son refus de l'autogestion ouvrière: «Si c'est aux syndicats, c'est-à-dire aux neuf dixièmes des ouvriers sans parti, qu'est confiée la direction de l'industrie, à quoi sert alors le parti?» (1983: 328).

l'État et du Parti. Un régime démocratique se passe du principe de l'assentiment et de l'apologie permanente. Comme l'a fort justement remarqué J. Freund: «La liberté est contagieuse sans propagande.» (1965: 168). L'acclamation, qui fonctionne sur le principe de l'unanimité et non pas sur le jeu de la minorité et de la majorité, méconnaît le nombre d'opposants, donc sa puissance, car la connaissance de l'ennemi implique sa reconnaissance. On peut alors se demander avec R. Aron «comment un parti qui a constamment besoin de l'approbation des citoyens peut-il être efficace?» (1965: 132). Cela revient à se demander s'il peut l'être autrement que par la terreur. Le principe de l'acclamation qui exige l'unanimité est le ressort de régimes qui rejettent toute forme d'opposition, ce que Alain appelait le «jeu des politiques» (1962: 272).

La démocratie totale ne peut être que totalitaire précisément parce que toute opposition à la personnification du pouvoir est perçue comme antidémocratique. «L'obéissance absolue que la masse organisée doit à ses chefs découle des rapports démocratiques existant entre celle-là et ceux-ci. Elle n'est que la soumission collective à la volonté collective représentée par ces derniers.» (Michels, 1971: 161). Si Marx s'est effectivement opposé à la personnification du pouvoir en essayant de placer l'Internationale communiste au dessus du jeu traditionnel des partis politiques, le règne de Staline a ouvert celui du culte de la personnalité. Le dirigeant est alors le guide, l'homme d'une mission dont la tâche est de rendre la masse consciente à elle-même, quel que soit le nom dont il se pare: le petit père des peuples, le grand timonier, le *leader maximo* ou encore le génie des Carpates.

L'inconcevabilité d'une opposition ou d'une remise en question du chef provient du caractère religieux de son élection et de la forme sacrale de représentation²⁹. S'il est l'incarnation de sa classe, l'opposition est une trahison. De A. de Tocqueville à B. de Jouvenel, d'innombrables auteurs ont perçu l'origine du pouvoir illimité non dans le droit divin mais dans la souveraineté populaire. J. Baechler a dénoncé la corruption idéologique de la notion de souveraineté. Cette notion s'est développée au sein de

²⁹ Ce n'est pas le mode électif ou représentatif que les révolutionnaires veulent abattre mais sa forme bourgeoise «Nous ne pouvons nous imaginer une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans institutions représentatives, mais nous pouvons et devons la réaliser sans parlementarisme». (Lénine, 1946: 48). On peut alors aisément concevoir la dictature d'un chef et appliquer au pouvoir soviétique le mot que Marx réserva à Louis Bonaparte dans *le 18 Brumaire*: le passage du «despotisme d'une classe» au «despotisme d'un individu» (Marx, 1976: 124).

la hiérocra­tie et se fonde sur un principe transcendant qui délègue le pou­voir à une dynas­tie. Le monar­que ne peut être sou­ve­rain que par délè­ga­tion et exerce le pou­voir à titre contractuel et non pas per­son­nel. La récu­pé­ra­tion par la dé­mo­cra­tie de la no­tion de sou­ve­rai­nété est dan­ge­reuse, car elle implique le principe de la repré­sen­ta­tion sur une en­ti­té ab­strai­te. Ainsi la na­tion ou le peuple sont di­vi­ni­sés et de­vi­en­nent source de toute sou­ve­rai­nété. En dé­mo­cra­tie, cette no­tion peut donc fa­ci­le­ment débou­cher sur une dic­ta­ture et aboutir à la repré­sen­ta­tion totale d'un peuple par ses repré­sen­tants. «La reprise de la no­tion de "sou­ve­rai­nété" par la dé­mo­cra­tie est dan­ge­reuse. Ainsi l'ar­ti­cle 3 de la Dé­cla­ra­tion des droits de 1789; "Le principe de toute sou­ve­rai­nété réside dans la na­tion." Le seul sens légitime en dé­mo­cra­tie d'une formule aussi obscure serait à peu près: "La source exclusive de tout pou­voir délè­gué est dans ceux qui obéissent, non en tant que collec­ti­vité ab­strai­te, mais en tant que collec­tion d'in­di­vi­dus et de groupes." L'inter­pré­ta­tion spontanée tire dans un sens tout très différent. La na­tion est une ab­strac­tion muette, ce qui fait que certains doivent parler en son nom. (...) En consé­quence, la na­tion est investie d'un pou­voir total sur les na­tionaux, ce qui légitime le pou­voir total de ceux qui parlent en son nom.» (Baechler, 1993: 59). La dé­mo­cra­tie totale à laquelle aspirent les ré­vo­lu­tion­naires n'est, le plus sou­vent, du point de vue de la sou­ve­rai­nété, que la tyran­nie d'une ma­jori­té, le ré­sultat de «l'in­tronisation du nombre dans l'État». (Ostrogorski, 1912: 631)³⁰.

Mais le règne du nombre n'est qu'une mystification, car toutes les ré­vo­lu­tions ont abouti à la perpétuation du pou­voir, au renou­vel­le­ment d'une élite et ne se sont pas faites dans le sens «de l'im­mense ma­jori­té au profit de l'im­mense ma­jori­té» (Marx, 1972b: 49-50). C'est bien ce constat d'échec de toutes les ré­vo­lu­tions qui a amené les dé­clas­sés de la ré­vo­lu­tion, comme Trotsky, à se faire les chan­tres de la ré­vo­lu­tion per­manente et, comme R. Debray, à pré­co­niser une ré­vo­lu­tion dans la ré­vo­lu­tion. Tenant compte des expériences de la ré­vo­lu­tion française et de la com­mune, Marx prôna égale­ment cette théorie: «Il importe surtout que les ou­vriers pendant le conflit et immé­diatement après le combat réagissent

³⁰ Notons que pour Alain, la dé­mo­cra­tie «n'est pas le règne du nombre, mais du droit». (1962: 23) Le critère de la sou­ve­rai­nété populaire que les ré­vo­lu­tion­naires russes ont emprunté à leurs pré­dé­ces­seurs français n'est donc pas suffisant pour garantir l'exis­tence d'une dé­mo­cra­tie. Pour Ostrogorski, le primat du nombre ne signifie pas encore le respect pour la fonction politique cardinale de l'opinion, car tout régime se fonde, en dernière analyse, sur l'opinion. Ce qui caractérise la spécificité de l'opinion en régime démocratique, c'est qu'elle se laisse investir par la raison.

autant que possible contre l'apaisement pré­co­nisé par les bourgeois et forcent les dé­mo­cra­tes à mettre à exécution leur présente phase terroriste. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'agitation ré­vo­lu­tion­naire directe ne soit pas de nouveau réprimée aussitôt après la victoire. Il faut au contraire qu'ils la maintiennent aussi longtemps que possible. Bien loin de s'opposer contre les prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou contre des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il convient non seulement de tolérer ces exemples mais d'en prendre soi-même la direction en main.» (Marx, Engels, 1970: 41-42). Toute ré­vo­lu­tion qui se fonde sur le règne de la ma­jori­té, et pis encore sur celle de l'unanimité, révèle des tendances oligarchiques dont la logique a été implacablement dénoncée par Trotsky, et qui conduisent «l'organisation du parti à se "substituer" au Parti, le comité central à l'organisation du Parti et finalement la dic­ta­ture à se substituer au comité central». (Trotsky, 1970: 121).

3. De l'opposant à l'ennemi

Les principales critiques adressées à Lénine et à Staline portaient sur le caractère non ré­vo­lu­tion­naire de la dic­ta­ture du prolétariat. Force est de reconnaître cependant que le renversement immédiat de l'appareil d'État bourgeois et de ses structures n'a jamais été à l'ordre du jour chez les théoriciens communistes. La ré­vo­lu­tion, loin de renier les apports du capitalisme, se fixait comme objectif, dans un premier temps, le renversement du rapport de forces. La première phase du communisme, c'est donc bien du capitalisme d'État, comme l'envisageait Lénine, une forme de substitution politique, de retournement des rôles dans le domaine de l'exploitation et de la domination. «Pour réaliser le régime communiste, il faut que le prolétariat ait en mains tout le pou­voir et toute la puissance. Il ne pourra renverser le vieux monde tant qu'il ne possédera pas cette puissance, tant qu'il ne sera pas devenu, pour un certain temps, la classe dominante.» (Boukharine, Preobrajensky. 1963: 96)³¹.

³¹ L'État et le monopole de la violence légitime qu'il s'accorde ne sont pourtant que transitoires dans la théorie marxiste, d'autant plus qu'ils sont totalement antinomiques à la liberté: «il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre: tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires.

Le communisme s'inscrit sans nul doute dans le champ de l'idéologie prométhéenne qui a marqué de son sceau le destin de la modernité. «Les relations sociales caractéristiques du "socialisme réellement existant" ne peuvent par conséquent être analysées comme des relations radicalement nouvelles, libérant des forces productives humaines soumises jusqu'alors au règne de la production pour la production. Elles ne font au contraire que reproduire, sous des formes à peines nouvelles, le conditionnement du travail humain, sans s'attaquer véritablement à la dominance du capitalisme à l'échelle internationale et à l'exploitation de l'homme par l'homme.» (J.-M. Vincent, «Le marxisme et les contradictions du "socialisme réellement existant"», in Pisier-Kouchner, 1983, 291-310: 299 pour la citation). La finalité et le résultat de la socialisation des moyens de production, de la collectivisation étatique des terres ont fait l'objet de critiques acerbes de la part de nombreux spécialistes: à commencer par C. Castoriadis et le groupe *Socialisme ou Barbarie* qui ont démystifié l'identification du caractère socialiste de la production à l'étatisation des moyens de production. L'étatisation n'est donc qu'un subterfuge servant à masquer la possession économique de la bureaucratie, en tant que nouvelle classe exploiteuse: «On ne peut plus continuer à croire que l'expropriation des capitalistes privés équivaut au socialisme et qu'il suffit d'étatiser (ou de "nationaliser") l'économie pour rendre impossible l'exploitation.» (Castoriadis, 1977: 179). S'opposant à Trotsky pour qui la dictature du prolétariat est garantie par la socialisation des moyens de production, B. Rizzi cerne le nœud de la question en démontrant que la bureaucratie, c'est-à-dire «une direction sociale qui n'est ni bourgeoise ni prolétarienne», s'est appropriée du pouvoir d'État qu'elle exerce en son nom propre (Rizzi, 1939: 28)³². J. Burnham a repris ces thèses sous un nouveau jour en se démarquant totalement du marxisme et de sa philosophie de l'histoire et en montrant que la Russie soviétique n'a pas échappé à la domination des organisateurs. Elle constitue un modèle de domination des directeurs qui exercent leur contrôle sur des instruments de production qu'ils ne pos-

Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel.» (Marx, 1972a: 59). Les révolutionnaires russes ont trahi le marxisme en perpétuant indéfiniment la domination étatique.

³² La révolution soviétique constitue par conséquent le prélude d'une bureaucratisation tendant à l'universalisation, que Rizzi définit d'un trait: «la propriété collectivisée aux mains de l'État, ayant une bureaucratie comme classe dirigeante; l'organisation collective et planifiée de la production, enfin l'exploitation du travailleur passerait du domaine de l'individu à celui de la classe». (1939: 29).

sèdent pas et jouissent d'un droit préférentiel dans la distribution des produits. «Une structure économique basée sur la possession par l'État des principaux instruments de production forment le cadre de la domination sociale des directeurs. À noter que cette structure est la *seule* au moyen de laquelle la domination des directeurs puisse être consolidée.» (Burnham, 1947: 126). Ainsi, le communisme n'est qu'une étape vers la société directoriale, plutôt qu'une antithèse au capitalisme³³.

Toute révolution repose sur ce que Maffesoli nommait le «report de jouissance». Il s'agit de projeter le plaisir, le bonheur, vers des lendemains qui chantent et dévaloriser le présent en le vivant dans la souffrance ou dans l'angoisse de l'attente. L'idée de parousie et l'universalité qu'elle implique ne sont qu'une négation des potentialités du présent au profit d'un renforcement des institutions. J. Baudrillard a bien mis en évidence que «les partis révolutionnaires vivent de la révolution différée» (1976: 222). L'engagement en faveur de la justice, de la liberté, de l'égalité, des fins les plus antagoniques, a cédé la place à l'instauration d'un système répressif appliquant la terreur la plus implacable. Différentes explications ont été apportées pour justifier l'ajournement des promesses, à commencer par les révolutionnaires eux-mêmes. Pour Lénine, les chances de réussite de la révolution russe restaient dépendantes d'une révolution réalisée à l'échelon européen; pour Trotsky la terreur est l'apanage de l'existence d'un complot étranger visant à saper le succès du bolchevisme; pour V. Serge, la guerre civile, avec son lot de mesures contre-révolutionnaires et de châtements sanglants, est une conséquence de l'encerclement russe par des pays hostiles à sa politique³⁴.

Peut-être serait-il plus judicieux de reconnaître que «l'édification du socialisme fut expressément subordonnée à l'introduction des normes du

³³ «La société directoriale est non seulement une alternative possible aussi bien du capitalisme que du socialisme, mais une alternative plus probable que les deux autres.» (Burnham, 1947: 46).

³⁴ «C'est qu'en 1918 la solidarité prolétarienne internationale n'était pas encore assez forte pour empêcher toute intervention étrangère contre la révolution; la Russie révolutionnaire eût aisément fait, dans la cas contraire, l'économie de quatre années de guerre civile. Un prolétariat victorieux, protégé contre l'intervention étrangère par la solidarité internationale des travailleurs, n'aura pas besoin de terreur ou n'en aura besoin que pendant fort peu de temps. (...) Organisation prolétarienne, conscience de classe, volonté révolutionnaire intrépide et implacable, solidarité internationale agissante, tels nous apparaissent les facteurs qui, portés à un certain degré de puissance, peuvent à l'avenir rendre la terreur rouge superflue.» (Serge, 1997: 377). Rappelons que l'ouvrage de V. Serge a été écrit entre 1925 et 1928.

capitalisme industriel» (Lefort, 1999: 248) et que le mouvement ouvrier «devient un élément de l'acceptabilité de la civilisation industrielle et du productivisme». (Maffesoli, 1976: 169). En effet, la révolution a intégré un certain nombre d'apports qui lui étaient exogènes et qui provenaient du capitalisme: le culte du travail, le taylorisme et la rationalisation de la production³⁵, desquels découlent, selon Lénine, la prédilection prolétarienne pour les organisations et leur prédisposition programmée par le capitalisme et modelée par la fabrique pour la discipline et l'obéissance. «Cette fabrique qui, à d'aucuns, semble être un épouvantail, pas autre chose, est précisément la forme supérieure de la coopération capitaliste, qui a groupé, discipliné le prolétariat, lui a enseigné l'organisation, l'a mis à la tête de toutes les autres catégories de la population laborieuse et exploitée. C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette "école" de la fabrique.» (Lénine, 1973: 297).

L'évolution du régime soviétique n'a nullement démenti les constants apports du capitalisme à la révolution, et même leur rapprochement avec le dépérissement de l'idéologie totalitaire, comme l'atteste sa mutation en stratocratie, où l'armée constitue le nouveau corps social assumant la direction de la société et orchestrant la soumission (Cf. P. Raynaud, «L'évo-

³⁵ «La "gestion scientifique des entreprises", l'initiative et la responsabilité des directeurs, la rationalisation de l'emploi des ressources humaines et matérielles sont demeurées des impératifs persistants de la période stalinienne aussi bien que post-stalinienne, que l'on soit en période de politique de "fermeté" ou de "détente", de direction personnelle ou collective.» (Marcuse, 1971: 255). Marcuse est le protagoniste de la thèse de la convergence des sociétés modernes sous l'égide de la rationalité et de la technique comme formes universelles de domination qui affectent aussi bien les pays capitalistes que les pays communistes. Tous ces pays restent soumis à l'impératif de la rationalité productive qui liquide l'autonomie humaine, ce qui équivaut à une surenchère dans la domination. Bien avant Marcuse, M. Weber émettait des réflexions allant dans le même sens: «car les Soviets conservent, ou plutôt rétablissent à nouveau, l'entrepreneur largement rémunéré, le travail à la chaîne, le système Taylor, la discipline dans l'armée et dans l'usine et même jettent des regards vers les capitaux étrangers. En un mot, pour mettre en marche la machine économique et étatique, ils se voient contraints d'adopter tout ce qu'ils avaient condamnés comme institutions de la classe bourgeoise; en outre ils réintègrent à nouveau dans leurs fonctions les agents de l'ancienne Ochrana pour en faire les instruments essentiels du pouvoir politique.» (1974: 136).

lution du régime soviétique: stratocratie ou idéocratie? Remarques sur l'analyse du régime soviétique chez Cornelius Castoriadis et Alain Besançon», in Pisier-Kouchner, 1983: 257-289). Les analyses de E. Morin vont dans le même sens en montrant que le totalitarisme est susceptible de s'humaniser à partir du moment où il suscite un nouvel impérialisme. Cela veut dire que le système totalitaire fondé sur un Parti-État donne lieu à un complexe militaro-industriel (Cf. Morin). Ces quelques remarques ont eu pour but de souligner à quel point la révolution russe a contribué à la reproduction et à l'amplification d'un mécanisme d'exploitation et de domination sous le couvert d'une phraséologie vide de sens par rapport à la réalité vécue et sous la tutelle du parti unique. Le parti se reconnaît dans l'État tout comme celui-ci se reflète dans les partis. En fait, «si la forme organisationnelle que représente le parti ou le syndicat est l'instrument le plus efficace de la prise du pouvoir dans la structure de rationalisation de la société contemporaine, c'est parce que leur structure est justement proche de l'objet qu'ils contestent (faut-il rappeler l'étymologie de con-tester): et leur souci de radicalisation participe de ce désir de mener jusqu'à son terme et mieux les objectifs propres à la structure en question (rationalisme, productivisme, bureaucratie, etc.) et non de présenter ou d'être une alternative.» (Maffesoli, 1979a: 33).

Le but historique et l'authenticité de la représentation, donc la confusion entre le parti et la classe, ont été à l'origine du parti unique et de la conception organisationnelle qui en résulte. Les révolutionnaires ont du mal à reconnaître que les classes et les partis constituent des réalités différentes qui ne se recouvrent pas. De ce point de vue, aucun parti ne dispose de l'exclusivité de la représentation, même si les partis communistes ont tendance à s'accorder le monopole de la représentation ouvrière. En fait, la division du pouvoir n'est jamais hermétique et les partis peuvent représenter indistinctement des intérêts de classe ou des situations de statut. Les révolutionnaires s'en remettent toutefois à une conception plus simpliste. S'il est vrai que l'ensemble d'une classe n'est pas représentée dans un parti unique, même prolétarien, c'est selon les révolutionnaires parce que le degré de conscience de cette classe n'est pas assez élevé; «la mystique de l'avant-garde» (Papaioannou, 1983: 291) consciente, produit du «"solipsisme" léniniste» (Papaioannou, 1983: 296), trouve ainsi sa justification de conquête du pouvoir, au besoin sans l'appui de toute la classe ouvrière. Staline ne préconise-t-il pas la «neutralité bienveillante de la majorité de la classe» (Staline, in Procacci, 1965: 268) si son appui fait défaut? Et si l'appartenance à un parti n'est redevable qu'au degré de

conscience, l'obtention d'une majorité ou même de l'unanimité n'est qu'une question de temps³⁶. Il est bien évident que la révolution russe n'a pas obtempéré au déterminisme historique ou scientifique et qu'elle lui a enjoint un volontarisme des plus radicaux³⁷. Elle exige par conséquent d'autres moyens, que l'obtention d'une majorité par la voix parlementaire: «quand il s'agit de l'insurrection armée les événements se mesurent non pas au kilomètre de la politique mais au mètre de la guerre.» (Trotsky, *in* Baechler, 1968: 250)³⁸.

Les anarchistes, conseillistes, dissidents de la social-démocratie allemande se sont opposés à la «transposition mécanique des principes d'organisation blanquiste des cercles de conjurés dans le mouvement socialiste et les masses ouvrières» (Luxembourg, 1974, 21), dont le seul but est la prise du pouvoir, réduite à une sorte de calcul probabiliste. Dans ce cas, la politique se rétrécit comme une peau de chagrin pour se confiner à la seule prise du pouvoir et toute rivalité de classe se métamorphose en rivalité d'élite³⁹, «l'action de classe» devenant une «action de secte» (Marx, 1972a: 42). La minorité consciente qui se donne une organisation secrète et agit dans l'illégalité ne peut, selon Kautsky, si elle n'obtient pas préalablement la majorité, qu'instaurer une «dictature d'une fraction du prolétariat sur une autre.» (1972: 212).

On comprendra aisément que la lutte idéologique de classe cède sa place à une lutte pour le pouvoir et la conservation du pouvoir. «Sa haine (celle du parti) va tout d'abord non à l'adversaire de sa "conception" mais aux nouveaux redoutés, à ceux qui aspirent au même but que lui: au pouvoir.» (Michels, 1971: 278). Qu'est-ce à dire sinon que les clivages politiques concernent plus les problèmes d'organisation que les problè-

³⁶ Le temps joue inévitablement en faveur du révolutionnaire parce qu'une philosophie de l'histoire donne un sens à l'histoire. En paraphrasant F. Castro, on peut dire que l'histoire absoudra toujours les révolutionnaires.

³⁷ «Dans le gnosticisme communiste, le schéma historiciste supprime ouvertement le sens biblique de l'histoire, et c'est à la fois le Dieu créateur et le Dieu sauveur qui sont récusés: le premier étant remplacé par l'histoire naturelle de l'humanité et le second par l'action volontaire du parti.» (Besançon, 1998: 114).

³⁸ Voir également R. Luxembourg qui récuse «la guerre des rats et des grenouilles dans les eaux troubles de la période parlementaire bourgeoise» (1964: 60) et R. Aron pour qui les moyens diffèrent toujours en fonction des objectifs: «Le monde actuel est gouverné par deux sortes d'hommes, ceux qui ont réussi par la guerre, ceux qui ont réussi dans la paix.» (1965: 137).

³⁹ C'est ce que Monnerot appelle le «déplacement des possibilités d'opposition du bas vers le haut». (1979: 392).

mes théoriques ou doctrinaux. En effet, on pourrait recenser dans le processus révolutionnaire une espèce de glissement qui va des idéaux de base à la lutte idéologique, en tant que rationalisation et intellectualisation de ces idéaux, et qui vient s'achever dans de pures questions formelles d'organisation. Les regrets de Trotsky qui s'en prend à cette forme de révolutionnarisme se dédiant plus à des questions de méthode et d'organisation qu'à des questions de doctrine ou encore les analyses lucides de certains auteurs qui montrent que de la logique des partis ne peut résulter qu'une dégradation du «niveau moral» ou la «mort de l'idéalisme» (Michels, 1971: 156 et 194), un «appauvrissement doctrinal» (Duverger, 1976: 204), une «perte d'âme» ou une «prolétarianisation spirituelle» (Weber, 1974: 159) chez les partisans, illustrent bien ce glissement. Ces propos rejoignent ceux de M. Maffesoli pour qui «le politique n'est, après tout, qu'une rêverie qui s'est sclérosée.» (1992: 101). Le parti unique et son organisation blanquiste nie toute possibilité d'opposition légale, son but étant de perpétuer «l'unité de vue, l'unité de plan et le secret des opérations». (Monnerot, 1979: 40). Dans la prise du pouvoir comme dans son actualisation, les problèmes d'organisation prévalent sur les questions doctrinaires. Seul un parti doté d'une puissante organisation, unifiée et centralisée, a pu vaincre au détriment du spontanéisme des masses préconisé par R. Luxembourg. Et dans les rapports organisationnels plus que dans tout autre domaine, l'unité suppose l'unanimité. Si celle-ci est invoquée pour son efficacité, elle aboutit en fait à la monopolisation du pouvoir, donc à la stérilisation de l'opposition.

L'identification entre le parti et la classe se concrétise dans l'unité organisationnelle et dans le parti unique. De ce fait, Boukharine avait tout a fait raison de craindre, dans son livre *La théorie du matérialisme historique*, que les thèses de Michels sur les tendances oligarchiques dans le parti social-démocrate allemand ne s'appliquent également au parti bolchevik⁴⁰. En termes marxistes, on pourrait affirmer que l'acception bourgeoise du parti prolétarien, en tant que disposition organisationnelle, l'a emporté sur la conception éthique d'une configuration qui représente-

⁴⁰ Michels a par ailleurs montré que la loi d'airain de l'oligarchie qu'il a mise en avant pouvait être considérée comme l'une des modalités de la conception matérialiste de l'histoire. «Il n'existe aucune contradiction essentielle entre la doctrine d'après laquelle l'histoire ne serait qu'une continuelle lutte des classes et cette autre d'après laquelle les luttes de classes aboutiraient toujours à la création de nouvelles oligarchies se fusionnant avec les anciennes. (...) La victoire des socialistes ne sera pas celle du socialisme, lequel périra au moment même où triompheront ses sectateurs.» (Michels, 1971: 291-292).

rait la totalité du mouvement ouvrier⁴¹. Ainsi, le totalitarisme «indique d'abord cette prétention d'un parti à être soi-même sa propre fin, sans que les hommes qui le peuplent puissent avoir d'autre but dans l'existence que de le servir *perinde ac cadaver*.» (Furet, 1995: 168). Étant donné qu'un seul parti incarne la seule démocratie viable, il est impossible de contester les décisions et objections de ce parti et de s'y opposer. La signification historique du parti lui confère le monopole de la représentation. Staline croyait justement qu'à chaque classe correspondait un seul parti. C'est aussi pour cette raison implicitement logique que Trotsky était opposé à la pluralité des partis, même si avec Lénine et à la différence de Staline, il était favorable au maintien de tendances divergentes à l'intérieur du parti lui-même. «Accepter la pluralité des partis ce serait accepter la pluralité des classes et la pluralité des consciences, ce qui est contradictoire avec toute la théorie.» (Trotsky, *in* Baechler, 1968: 61)⁴². De cette position découle l'utopie oppositionnelle de l'ancienne garde léniniste, G. Zinoviev, L. Kamenev, K. Radek, N. Boukharine, L. Trotsky, qui s'obstinaient à vouloir rester coûte que coûte dans le parti pour y mener la lutte contre Staline⁴³ ou encore la relation de complicité qui existait entre les suppliciés des purges, acceptant le verdict dans l'intérêt du parti, et leurs tortionnaires, et dont Merleau-Ponty a souligné tout le tragique⁴⁴. Le désaveu par principe de toute opinion divergente ou

opposition s'exprimant dans un parti différent trouve sa source dans l'assimilation entre le parti et la classe; en somme, toute opposition légitime est bafouée. Lénine n'accepte la critique ou l'opposition que si elle émane du parti et le renforce, et invite les opposants «à réagir justement d'un point de vue exclusivement social-démocrate». (1966: 124)⁴⁵.

Or, si l'opposition ne peut s'exprimer et s'épanouir dans des partis divergents, elle renaîtra à l'intérieur du parti lui-même. R. Michels constate la résurgence de la lutte des classes au sein du parti unique. Si une divergence n'est que la manifestation d'intérêts de classe, si toute déviation corrobore la présence de classes différentes, alors la pluralité sociale et le pluralisme politique mettent en péril le monopole d'interprétation, l'unité idéologique du régime révolutionnaire. Avec la dissolution du tiers apparaît et se généralise l'ennemi intérieur, ce dernier n'étant plus localisé, mais répandu dans toute la société. La répétition régulière d'élections, la concurrence pacifique pour la prise du pouvoir aura au moins cet avantage de situer l'ennemi, de favoriser la circulation des élites, de canaliser l'opposition et de ritualiser la violence⁴⁶. Et ce que craignent les révolutionnaires au pouvoir, c'est bien le dépassement de la révolution, une seconde révolution, un peu à la manière du Grand Inquisiteur de Dostoïevski qui s'épouvantait du retour de Jésus sur terre, car il y avait belle lurette que lui et les siens avaient institué un pouvoir des plus sombres en son nom et tracé une croix sur son enseignement: le respect du libre-arbitre de l'homme. Tout régime révolutionnaire, parce qu'il méconnaît la majorité numérique, absolutise la notion d'ennemi du peuple. Dans une société parfaitement unifiée, la distinction entre l'opposant et l'ennemi reste floue, en ce sens que l'ennemi se trouve partout. «On ne

se trompe. Alors, il n'y a pas seulement fatalité – une force extérieure qui brise une volonté, – mais véritablement tragédie –, un homme aux prises avec des forces extérieures dont il est secrètement complice – parce que l'opposant ne peut être ni pour, ni tout à fait contre la direction au pouvoir. La division n'est plus entre l'homme et le monde, mais entre l'homme et lui-même. Voilà tout le secret des aveux de Moscou.» (Merleau-Ponty, 1980: 160).

⁴⁵ Au nom de la vérité officielle du parti, Staline récuse de même toute opposition ne servant pas le parti. «Lénine a toujours dit que la politique la plus juste est celle qui demeure fidèle aux principes. L'opposition constituée en un groupe (les opportunistes) a décidé au contraire, que la politique la plus juste est celle qui est dépourvue de principes.» (Staline, 1974: 15).

⁴⁶ Selon K. Kautsky, une révolution effectuée dans un pays démocratique ne peut être que pacifique (1972: 221). De même, R. Aron note qu'une révolution est «difficilement concevable contre un régime fondé sur les mécanismes constitutionnels et électoraux». (1965: 76).

⁴¹ Le parti bolchevik contredit totalement la conception que Marx se faisait du parti: «Le parti au sens éminemment historique du terme», dont parle Marx dans sa lettre à Freiligrath (du 29 février 1860), désigne l'ensemble des forces par lesquelles se manifeste l'"auto-activité", l'"auto-affranchissement" du prolétariat, l'"économie politique ouvrière", l'"auto-gouvernement des producteurs".» (Papaioannou, 1983: 341).

⁴² La position inévitable de Trotsky est intenable au point de déboucher sur une aporie. «En réalité, l'histoire politique ne fournit pas un exemple de parti unique correspondant à une classe unique.» (*in* Baechler, 1968: 146).

⁴³ Furet note que Trotsky «ne combat le bolchevisme stalinien qu'au nom d'un bolchevisme d'exil.» (1995: 145). De même, A. Kollontaï ne conçoit la lutte de l'opposition ouvrière qu'à l'intérieur du parti pour en redresser la ligne. «Comme nous croyons à la force vitale de notre Parti, nous savons qu'après un moment d'obstination, d'hésitation, de zigzags et de détours politiques, il entrera dans la voie que lui tracent spontanément, avec leur instinct de classe, les prolétaires étroitement unis et organisés. Il n'y a pas de scission. Si par hasard certains groupes se détachent du Parti, en tout cas ce ne seront pas ceux de l'Opposition ouvrière.» (1974: 94).

⁴⁴ «Il y a un tragique de la Révolution et le révolutionnaire euphorique appartient aux images d'Épinal. Ce tragique s'aggrave quand il s'agit non seulement de savoir si la Révolution l'emportera sur ses ennemis, mais encore, entre révolutionnaires, qui a le mieux lu l'histoire. Il est enfin à son comble chez l'opposant persuadé que la direction révolutionnaire

peut être un révolutionnaire au sens vrai du terme lorsqu'on est partisan du pluralisme idéologique ou politique. Parce qu'elle est une forme de la guerre, la révolution a besoin d'ennemis et même d'un ennemi unique dans le concept duquel sont ramassés pêle-mêle tous ceux qui ont une autre conviction, quels que soient le régime et le pays auxquels ils appartiennent.» (Freund, 1965: 580).

La terreur révolutionnaire, si elle a été une constante depuis 1917, n'a cependant pas revêtu la même signification au cours du temps. R. Aron en distingue différentes phases: une première allant de 1917 à 1921, recouvrant la période de la guerre civile et impliquant l'élimination d'opposants directs; une seconde qui correspond à la dékoulakisation de 1929, répondant aux impératifs de la réforme agraire, et enfin une troisième, irrationnelle s'il en est, puisqu'elle procède au moyen de purges massives, totalement inutiles en termes politiques, entre 1934 et 1938, en se fondant sur une circonstance totalement contingente: la personnalité de Staline. De cette classification, A. Kriegel n'en conserve que deux phases, puisqu'elle regroupe les deux premières formes de terreur retenues par Aron en les interprétant comme une sorte de liquidations d'éléments indésirables. La phase des purges s'inscrit selon elle dans une logique nouvelle et spécifique car elles concernent «des "cadavres politiques", c'est-à-dire des éléments politiquement disqualifiés» (1972: 145). Dans ces différents classements⁴⁷, c'est bien la phase des purges stalinienne, excessives et superflues, qui pose problème, même si elles s'inscrivent dans une certaine continuité et logique⁴⁸. Ainsi R. Medvedev se demande «ce qui poussa Staline à éliminer physiquement des adversaires idéologiques qui ne représentaient aucun danger réel pour son pouvoir?» (1972: 237-238); et H. Arendt fit le constat de la répression stalinienne frappant au moment même où tout ennemi intérieur avait disparu (Cf., 1972: 16 et 175).

La terreur ne craint pas tant le danger réel que le danger virtuel, et

⁴⁷ On pourra encore signaler celui de A. Besançon qui distingue trois étapes dans l'évolution des régimes communistes: une phase idéologique accompagnée de terreur; une phase de terreur avec des purges au second degré, où l'on élimine l'ennemi potentiel, celui qui pourrait se reconstituer au sein même du parti; une phase de normalisation qui se prémunit contre la purge permanente et où l'idéologie est devenue pur mensonge et pur instrument de domination (1998: 65-66).

⁴⁸ «Le premier stalinisme (1924-1935) suscite donc le développement hypertrophié de l'Appareil du Parti, lui-même lié au développement hypertrophié du Parti sur l'État, à son tour lié au développement hypertrophié de l'Appareil d'État. Le second stalinisme (1935-1941) ne fait qu'hypertrophier ces tendances hypertrophiques.» (Morin: 30).

frappe non pas l'ennemi actuel, mais l'ennemi potentiel. Tout être, quelle que soit sa position de classe ou son appartenance politique, est suspect pour la simple raison qu'il est un ennemi en puissance. La logique de la répression stalinienne accuse cette confusion entre l'opposant et l'ennemi, l'innocent et le coupable, de sorte que l'opposant politique (l'ennemi objectif), immédiatement repérable, ne représente qu'une fraction de l'ennemi potentiel. Avec la généralisation de l'ennemi, la terreur n'épargne personne, ni les prolétaires, ni les bourgeois (car tout prolétaire peut enfouir un bourgeois qui se méconnaît), ni même les membres du parti⁴⁹. «La seule différence entre les sans-partis et les militants du parti, c'est que les uns sont membres du parti et les autres non, mais ce n'est qu'une différence formelle.» (Lénine, 1966: 35).

La prolifération quasi paranoïaque d'ennemis provient d'une confusion entre «l'opposition de fait» et «l'opposition en puissance» (Djillas, 1957: 33). L'édification du socialisme, ne pouvant se faire que sur les vestiges jamais complètement anéantis de la société capitaliste, la résurgence de renégats, traîtres, espions, et l'intrusion de corps étrangers ou hétérogènes dans le parti est toujours à craindre. «La qualité inéluctable de tout bolchevik dans les conditions présentes devrait être la faculté de reconnaître un ennemi de parti si bien masqué soit-il.» (Staline, cité par Arendt, 1972: 18-19). Tout le problème est alors de savoir à partir de quel moment l'on est un opposant ou un ennemi irréductible. Les anarchistes et conseillistes se sont évertués à démontrer non pas tant l'innocence des accusés que leur origine prolétarienne. L'opposition ouvrière, représentée par A. Kollontaï, ne s'en prend pas aux méthodes draconiennes de Staline, mais à leur application dirigée contre les éléments prolétariens du parti. Il en est de même de la IV^e Internationale qui, en commentant le rapport Khrouchtchev, reproche à Staline sa répression contre «d'honnêtes ouvriers du parti et de l'État soviétique», alors qu'elle devrait être dirigée contre «les restes des classes exploiteuses, battues» (*Le rapport*

⁴⁹ «Bientôt arrive le tour des membres du parti au pouvoir d'entrer en prison, lentement, mais il arrive! Pour l'instant (1927-1929), c'est l'"opposition ouvrière", ou les trotskistes qui se sont choisis un leader malencontreux. Pour l'instant, quelques centaines, des milliers bientôt. Il n'y a que le premier pas qui coûte! De même que ces trotskistes avaient tranquillement assisté à l'arrestation des membres des autres partis, de même aujourd'hui, le reste du parti considère d'un œil approbateur l'emprisonnement des trotskistes. À chacun son tour. Puis suivra l'imaginaire opposition de "droite". Dévorant membre après membre en commençant par la queue, la gueule arrive jusqu'à sa propre tête.» (Soljénitsyne, t. 1, 1974: 45).

Khrouchtchev sur Staline, 1956: 32). Avec la dissolution du tiers, la relation d'ami à ennemi est réintroduite au sein du parti lui-même. Souvarine a synthétisé la situation d'un trait de plume: «Partout les Exécutifs sont exécutés.» (1977: 525)⁵⁰.

Sous Lénine, toute idée divergente, fût-ce une hérésie religieuse, une dissidence économique ou tout simplement une contestation sociale, était taxée d'opportuniste, la pire des accusations étant celle de trotskiste, puisqu'elle «signifie fascisme, espionnage, nuisance et restauration du capitalisme.» (Souvarine, 1977: 519). Les anarchistes, conseillistes, spartakistes, gauchistes sont au même degré et au même titre des «ennemis du peuple», c'est-à-dire des bourgeois, des capitalistes, des koulaks ou encore «des "tenants du féodalisme", des "suceurs de sang", des parasites, des poux...» (Courtois, «Pourquoi?», in Courtois et al., 1998, 853-887: 867 pour la citation). Il est vrai que l'abstraction idéologique est l'une des composantes de la démarche totalitaire. L'hostilité et l'inimitié révolutionnaires se nourrissent donc avant tout de l'altérité.

Le mot d'ordre de la Tcheka: «qui n'est pas avec nous est contre nous» (Medvedev, 1972: 438) confirme l'assimilation de l'opposant à l'ennemi et de celui-ci au criminel. Selon C. Schmitt, la guerre révolutionnaire a été le leitmotiv d'une hostilité absolue à l'égard des adversaires. La guerre classique, même absolue, avait pour cadre des États constitués, respectueux du droit des gens, et qui, par conséquent, en limitaient forcément la portée, et non pas des Parti-États qui prônaient la criminalisation de l'ennemi au nom d'une guerre totale. «Nul ne soupçonnait ce que signifiait le déchaînement de la guerre irrégulière. (...) C'est ce défaut de pensée concrète qui a finalement parachévé l'œuvre de destruction des révolutionnaires professionnels. Ce fut un grand malheur, car en mettant des bornes à la guerre, l'humanité européenne avait réussi une chose rare: elle avait renoncé à criminaliser son adversaire dans une guerre, elle avait relativisé l'hostilité et nié l'hostilité absolue. C'est véritablement un exploit rare et d'une humanité invraisemblable d'amener les hommes à renoncer à toute discrimination et diffamation de leurs ennemis.» (Schmitt, 1972: 306).

La démocratie totale invoquée par les révolutionnaires comme une forme supérieure de représentation suppose le principe de l'unanimité,

⁵⁰ Aux exécutions massives, il faut ajouter les exclusions en masse du parti. Souvarine rapporte qu'entre 1934 et 1936, près de 1.000.000 de personnes furent évincées du parti (1977: 507).

incarné dans un parti unique, centralisateur et monopolisateur qui, loin de résorber l'antinomie ami/ennemi, l'amplifie. Ce que J. Burnham appelle «le droit d'opposition», G. Mosca «la défense juridique» ou R. Aron «l'opinion publique», réside en fait dans la limitation d'un pouvoir centralisateur croissant par des organes de contrôle, des institutions, des lois qui, pour les révolutionnaires, n'ont qu'une valeur superstructurelle. «La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi. La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi.» (Lénine, 1972: 40). En fait, il serait erroné de dire que le totalitarisme fait sauter complètement l'alternative entre régime sans lois et régime à lois: le stalinisme n'est pas un régime sans loi, mais l'incarnation de la loi de l'histoire au mépris de toute considération par rapport aux lois positives qui s'appuient toujours sur une conception transcendante, soit sur un droit naturel. Le totalitarisme se distingue donc par sa vision historiciste de la loi. En commentant H. Arendt, L. Ferry note «que dans le régime stalinien c'est la terreur qui vient prendre la place du droit positif, et la loi de l'histoire celle du droit naturel.» (Cf. «Stalinisme et historicisme. La critique du totalitarisme stalinien chez Hanna Arendt et Raymond Aron», in Pisier-Kouchner, 1983, 227-255: 233 pour la citation). On peut donc se demander si un monde sans lois reste encore libre et si l'exercice de la terreur ne correspond pas à la mise en place d'une nouvelle légalité obéissant exclusivement au déterminisme historique. En effet, la croyance dans une loi historique stigmatise l'opposition en la désarmant devant le déterminisme.

Quand l'opposition ne trouve pas d'expression légale, son invisibilité et son irréductibilité contraignent le régime révolutionnaire à entrer dans ce que G. Ferrero appelait le cercle vicieux de la peur, qui consiste à régner par la terreur pour masquer sa propre phobie, à inventer et inventorier indéfiniment des ennemis⁵¹. L'ennemi sert le régime en tant qu'il le déculpabilise de ses erreurs et justifie le maintien de la dictature. Staline a justifié ce maintien, ainsi que le développement de la répression, aussitôt après l'instauration «définitive» du socialisme et de la «vie heureuse» en U.R.S.S., par l'existence d'ennemis extérieurs et intérieurs. Les régimes

⁵¹ Ce que rapporte H. Rauschning d'une discussion avec Hitler confirme la hantise du totalitarisme: «Je lui demandai s'il fallait déduire de ses paroles que la race juive devait être totalement anéantie: "Non, répondit Hitler, si le juif n'existait pas, il nous faudrait l'inventer".» (Hitler, cité par F. Raphaël, 1978: 584).

révolutionnaires recèlent et révèlent une phobie de l'ennemi et une fondamentale angoisse d'eux-mêmes. La révolution vit dans l'anarchie, donc de l'inimitié.

Si le changement social inspiré par la révolution n'est qu'un simulacre, s'il n'aboutit qu'au renforcement de l'État, à la politisation de tous les domaines de la vie et à la perpétuation d'une élite dominante, on peut se demander quelles sont les «espérances de l'opposition» (Dahl, 1966: 12) et si elles ne restent pas confinées à deux réactions psychologiques antinomiques: soit «l'illusion sceptique» ou l'empirisme des machiavéliens, c'est-à-dire de ceux qui sont convaincus que le sang versé l'a été en pure perte et que la révolution n'a rien changé, ni même dans la recomposition des élites, soit «l'illusion eschatologique» (Monnerot, 1969: 184-193) ou l'historicisme des révolutionnaires qui croyaient au miracle intégral et à la continuité de l'effervescence et qui, au cours des événements, ne se reconnaissaient plus dans le mythe. Peut-être J. Monnerot a-t-il raison d'affirmer que «les révolutions divisent les hommes métaphysiquement, plus encore qu'elles ne les divisent historiquement.» (1969: 193).

BIBLIOGRAPHIE

- ALAIN, (1962), *Politique*, Paris, PUF.
- ARENDT, H. (1972), *Le système totalitaire*, Paris, Seuil.
- ARON, R. (1965), *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard.
- BAECHLER, J. (1968), *Politique de Trotsky*, textes présentés par J. Baechler, Paris, Armand Colin.
- BAECHLER, J. (1993), *La grande parenthèse (1914-1991). Essai sur un accident de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy.
- BAUDRILLARD, J. (1976), *L'échange symbolique et la mort*, Paris, Gallimard.
- BERDIAEFF, N. (1936), *Problème du communisme*, Paris, Desclée de Brouwer.
- BERDIAEV, N. (1951), *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris, Gallimard.
- BESANÇON, A. (1998), *Le malheur du siècle. Sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*, Paris, Fayard.
- BLOCH, E. (1964), *Thomas Münzer, théologien de la révolution*, Paris, Julliard.
- BOUKHARINE, N.; PREOBRJENSKY, E. (1963), *L'A.B.C. du communisme*, Paris, Maspéro.
- BRICIANER, S. (1977), *Pannekoek et les conseils ouvriers*, textes présentés et rassemblés par S. Bricianer, Paris, Études et Documentation Internationales.

- BURNHAM, J. (1947), *L'ère des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy.
- CAMUS, A. (1973), *L'homme révolté*, Paris, Gallimard.
- CASTORIADIS, C. (1977), *La société bureaucratique*, T. I, *Les rapports de production en Russie*, Paris, Union Générale d'Édition.
- COURTOIS, S. et al. (1998), *Le Livre noir du communisme. Crime, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont.
- DAHL, R. (1966), *De l'avenir de l'opposition dans les démocraties*, Paris, S.E.D.E.I.S., Futuribles.
- DEUTSCHER, I. (1953), *Staline*, Paris, Gallimard.
- DJILLAS, M. (1957), *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Plon.
- DUVERGER, M. (1976), *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin.
- ELLEINSTEIN, J. (1975), *Histoire du phénomène stalinien*, Paris, Grasset.
- FERRO, M. et al. (1999), *Nazisme et communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette.
- FOUGEYROLLAS, P. (1980), *Les processus sociaux contemporains*, Paris, Payot.
- FREUND, J. (1965), *L'essence du politique*, Paris, Sirey.
- FREUND, J. (1970), *Le nouvel âge*, Paris, M. Rivière.
- FREUND, J. (1990), *Philosophie philosophique*, Paris, La Découverte.
- FURET, F. (1995), *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy.
- FURET, F.; et NOLTE, E. (1998), *Fascisme et communisme*, Paris, Plon.
- KAUTSKY, K. (1972), *La dictature du prolétariat*, Paris, Gallimard.
- KAUTSKY, K. (1977), *Les trois sources du marxisme. L'œuvre historique de Marx*, Paris, Spartacus, n.° 79.
- KOLLONTAÏ, A. (1974), *L'opposition ouvrière*, Paris, Seuil.
- KORSCH, K. (1975), *Marxisme et contre révolution*, Paris, Seuil.
- KRAVCHENKO, V.-A. (1947), *J'ai choisi la liberté! La vie publique et privée d'un haut-fonctionnaire soviétique*, Paris, Éditions Self.
- KRIEGEL, A. (1972), *Les grands procès dans les systèmes communistes. La pédagogie infernale*, Paris, Gallimard.
- LE RAPPORT KHROUCHTCHEV SUR STALINE COMMENTÉ PAR LA IVÈ INTERNATIONALE, (1956), Paris, IVè Internationale, n.° spécial, juillet 1956.
- LEFORT, C. (1979), *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard.
- LEFORT, C. (1999), *La complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard.
- LÉNINE, V. I. (1946), *L'État et la révolution*, Paris, Éditions sociales.

- LÉNINE, V. I. (1966) *Que faire?*, Paris, Seuil.
- LÉNINE, V. I. (1972), *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Gallimard.
- LÉNINE, V. I. (1973), *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Paris, Éditions sociales.
- LUKACS, G. (1976), *Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- LUXEMBOURG, R. (1964), *Grève de masses, partis et syndicats*, Paris, Maspéro.
- LUXEMBOURG, R. (1974), *Marxisme contre dictature*, Paris, Spartacus, n.° 56.
- LUXEMBOURG, R. (1977), *La révolution russe*, Paris, Spartacus, n.° 82.
- MAFFESOLI, M. (1976), *Logique de la domination*, Paris, PUF.
- MAFFESOLI, M. (1979a), *La violence totalitaire. Essai d'anthropologie politique*, Paris, PUF.
- MAFFESOLI, M. (1979b), *La conquête du présent. Pour une sociologie de la vie quotidienne*, Paris, PUF.
- MAFFESOLI, M. (1992), *La transfiguration du politique. La tribalisation du monde*, Paris, Grasset.
- MAFFESOLI, M. (1997), *Du nomadisme. Vagabondages initiatiques*, Paris, Le Livre de Poche.
- MARCUSE, H. (1971), *Le marxisme soviétique. Essai d'analyse critique*, Paris, Gallimard.
- MARX, K. (1968), «Réponse de Marx à Vera Zassoulitch», in *Oeuvres*, II, *Économie*, Paris, Gallimard, La Pléiade, pp. 1557-1573.
- MARX, K.; ENGELS, F. (1970), *Textes sur l'organisation*, Paris, Spartacus, n.° 36.
- MARX, K.; ENGELS, F. (1972a), *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions sociales.
- MARX, K.; ENGELS, F. (1972b), *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales.
- MARX, K. (1976), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales.
- MEDVEDEV, R. (1972), *Le stalinisme*, Paris, Seuil.
- MERLEAU-PONTY, M. (1980), *Humanisme et terreur. Essai sur le problème communiste*, Paris, Gallimard.
- MICHELS, R. (1971), *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Paris, Flammarion.
- MONNEROT, J. (1969), *Sociologie de la révolution*, Paris, Fayard.
- MONNEROT, J. (1979), *Sociologie du communisme*, Paris, Fayard.
- MORIN, E. (Sans date; 1^è édition, Paris, Fayard, 1983), *Da natureza da URSS. Complexo totalitário e novo império*, Lisbonne, Publicações Europa-América.
- OSTROGORSKI, M. (1912), *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy.
- PAPAIIOANNOU, K. (1983), *De Marx et du marxisme*, Paris, Gallimard.
- PISIER-KOUCHNER, É. (Dir.) (1983), *Les interprétations du stalinisme*, Paris, PUF.
- POLIN, C. (1977), *L'esprit totalitaire*, Paris, Sirey.
- PREVERT, J. (1969), *Spectacle*, Paris, Le Livre de Poche.
- PROCACCI, G. (Org.) (1965), *Staline contre Trotsky, 1924-1926. La révolution permanente ou le socialisme dans un seul pays*, Textes de Trotsky, Boukharine, Zinoviev, Staline, réunis et présentés par G. Procacci, Paris, Maspéro.
- RAPHAEL, F. (1978), *Judaïsme et capitalisme*, Thèse de Doctorat d'État, 3 volumes, Strasbourg.
- RIGOULOT, P.; YANNAKAKIS, I. (1998), *Un pavé dans l'histoire. Le débat français sur Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont.
- RIZZI, B. (1939), *La bureaucratisation du monde. (L'U.R.S.S.: Collectivisme bureaucratique. Quo vadis America? [Est-ce un New Deal?]. Où va le monde?)*, Paris.
- ROCKER, R. (1973), *Les soviets trahis par les bolcheviks (La faillite du communisme d'État)*, Paris, Spartacus, n.° 53.
- ROCKER, R. et al. (1973), *Les anarchistes russes, les soviets et l'autogestion*, Paris, Spartacus, n.° 52.
- RUBEL, M. (1974), *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot.
- RÜHLE, O. (1975), *Fascisme brun, fascisme rouge*, Paris, Spartacus, n.° 63.
- SARTRE, J.-P.; ROUSSET, D.; ROSENTHAL, G. (1949), *Entretiens sur la politique*, Paris, Gallimard.
- SCHMITT, C. (1972), *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy.
- SERGE, V. (1997), *L'an I de la révolution russe. Les débuts de la dictature du prolétariat*, Paris, La Découverte.
- SOLJÉNITSYNE, A. (1974 et 1976), *L'archipel du goulag, 1918-1956. Essai d'investigation littéraire*, Paris, Seuil, 3 tomes.
- SOREL, G. (1972), *Réflexions sur la violence*, Paris, Marcel Rivière.
- SOUVARINE, B. (1977), *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, Paris, Éditions Champ Libre.
- SPERBER, M. (1957), *Le talon d'Achille*, Paris, Calmann-Lévy.
- STALINE, J. (1974), *À propos de la déviation social-démocrate dans notre parti*, Paris, Éditions du Centenaire.
- TROTSKY, L. (1970), *Nos tâches politiques*, Paris, Denoël/Gonthier.
- WEBER, M. (1974), *Le savant et le politique*, Paris, Plon.